

Zoom sur...

Me Abass Bangoura

Le Vergès guinéen et fervent militant de l'indépendance du Judiciaire.

Page 8



Algérie

De la libération à la consolidation de l'édification nationale

Par **SE M. Rabah FASSIH**, ambassadeur d'Algérie à Conakry

Page 9



Conakry sur Seine

Le rendez-vous d'été de la diaspora guinéenne

Notre **reportage** vous faire vivre cet événement qui crée pendant 3 jours un coin de la Guinée au bord de la Seine. **Lire pages 10 & 11**



le populaire

le journal qui vous ressemble



Hebdomadaire guinéen d'information générale ● N°524 ● LUNDI 29 AOÛT 2016 ● 3000 FG ● Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294



Revirement dans l'interdiction d'importation des véhicules de plus de 8 ans en Guinée.

La preuve par dix de l'amateurisme d'Oyé et Youla

Crise au CNP-Guinée
Sékou Cissé "débouté"

L'OIE réaffirme son soutien à Kaba Guiter

Le congrès du samedi 27 août 2016 inspiré par **Sékou Cissé** ne peut en rien porter ombrage à celui ayant déjà porté à la présidence du CNP-Guinée, l'entrepreneur **Kaba Guiter** et entériné par l'Organisation internationale des employeurs (OIE). Et pour cause? La réponse dans ce dicton vieux comme la terre, qui dit : «*Les bœliers marchent ensemble, mais ce n'est parce qu'ils ont le même prix*». **Lire Page 3**



CONTRE LES INCENDIES ÉLECTRIQUES
Diakelec et Legrand
forment 150 électriciens

Page 6



Groupe d'amitié
GUINÉE-BELGIQUE

La Guinée
promue
14e pays
prioritaire

Page 12



ARMÉE GUINÉENNE /

Gendarmerie nationale

Le Général Baldé,
officier intègre
et symbole de
la réforme

Page 5



Confidences PUBLIQUES



Dynamics Mining veut-t-elle copier Rio Tinto ?

L'ambassade de l'Inde basée en Côte d'Ivoire s'inquiète de la situation que traverse la société Dynamics Mining en Guinée. Cependant, des membres de l'administration minière rétorquent que cette entreprise dans laquelle sont actionnaires quelques ressortissants de ce pays asiatique est simplement appelée à «rétrocéder les 50% de sa concession à l'Etat guinéen 3 mois avant la fin des 3 années accordées ou après les 3 mois d'expiration de son titre minier» pour se conformer ainsi au Code minier en vigueur. Et faire éviter au pays les problèmes dans lesquels il se trouve actuellement avec Rio Tinto. Le ministre Abdoulaye Magassouba (sur la photo ci-dessus) y veille.



2,7 tonnes de drogue saisies à Conakry et environnants

Une unité mixte composée de policiers, de gendarmes et d'agents de Groupements d'intervention rapide (GIR) a réussi à démanteler un réseau de trafiquants de drogue du 6 mars à maintenant. Composé de 27 personnes dont 13 femmes, le réseau a été déferé pour le respect du délai de garde à vue. Aux dires de l'officier de communication du Haut commandement de la gendarmerie nationale, ce sont au total 2,7 tonnes de chanvre indien saisies avec différents modes d'opération. Notamment la drogue dissimulée dans le riz, les sacs de riz ou dans des capots de véhicules banalisés. A cet effet, le commandant Mamadou Alpha Barry (ci-dessus) a mis en garde toutes les personnes malintentionnées. Par la suite, il a souligné que la Guinée ne sera pas un pays de narcotrafiquants.

Hadj 2016: ça galère

Après seulement 4 convois, la Guinée peine à envoyer ses pèlerins à la Mecque pour cause de retard dans la délivrance des visas aux candidats au Hadj 2016. Alors que le temps urge. Dans moins d'une semaine, c'est le coup d'envoi du pèlerinage.

Revirement de dernière minute dans l'interdiction portant importation des véhicules de plus de 8 ans en Guinée La preuve par dix de l'amateurisme d'Oyé et son Premier ministre Youla

L'on a suivi ces derniers jours une série de décisions des autorités guinéennes concernant l'interdiction de circuler à Conakry des motos-taxis, ainsi que l'interdiction portant importation des véhicules de plus de 8 ans. Un air de coup de théâtre, mais aussi une preuve d'amateurisme notoire des pouvoirs publics.

Puisque le ministre des Transports est passé vendredi 26 août 2016 sur les médias d'Etat pour revenir sur cette décision en appelant les conducteurs de ces engins à deux roues à reprendre leur activité, avant d'annoncer la prise très prochaine des dispositions en vue de mieux organiser cette activité qui, selon **Oyé Guilavogui**, crée de l'emploi au sein de la jeunesse.

Dans la cité, cette actualité fait réagir plus d'un citoyen et acteur majeur de la vie politique guinéenne.

Dr Faya Millimouno demande de faire «très attention».

De ce revirement de dernière minute, le **président du Bloc libéral (BL)** et par ailleurs membre de l'opposition républicaine a sa perception.

«Ce revirement montre que lorsqu'on prenait la décision, on n'avait pas pris le temps nécessaire de réfléchir. Si on avait pris le temps de réfléchir, d'écouter les différents conseillers qu'on a autour de soi, notamment les conseillers juridiques, les conseillers économiques, les conseillers aux affaires sociales, en tenant compte de tous les paramètres, on ne serait pas en train de revenir sur la décision», révèle **Dr Faya Millimouno**.

Déplorant la position controversée de la Guinée au rang des rares pays au monde qui n'ont pas un service de transport en commun, la 4e force politique du pays indique que l'activité des taxis-motards a besoin d'une certaine réglementation.

«On a besoin de prendre en compte la sécurité des usagers de ces engins à deux roues. Donc, des normes claires doivent être définies. Et on doit faire en sorte que des agents chargés d'assurer la sécurité sur nos routes y veillent. Mais dire que c'est interdit, c'est mettre au carreau des centaines de

milliers de guinéens, surtout la jeunesse qu'on croit aider. Parce que si les jeunes se tournent aujourd'hui vers l'activité de taxi-moto, c'est parce qu'ils n'ont pas d'autres débouchés. Il faut qu'on le comprenne. Et l'Etat lui-même y a contribué, parce qu'on a vu les ministres de la République donner des motos aux jeunes, faisant allusion au fait qu'ils n'avaient d'emplois. Et donc, ces motos pouvaient les aider. Il faut veiller réglementer, veiller à ce que la réglementation soit respectée, mais sortir du schéma d'interdiction. Ça ne nous conduit absolument nulle part, sinon qu'à créer plus de problèmes», fait remarquer le président du BL.

L'autre décision des autorités que **Dr Faya Millimouno** ne semble pas connaître, c'est

«Combien sont les guinéens qui peuvent s'acheter une voiture qui a moins de 8 ans d'âge ? Ils ne sont pas un pour cent de la population. Et d'ailleurs, ceux qui roulent aujourd'hui dans des G8 sorties d'usines ne sont que des agents de l'Etat. Et ces voitures-là sont non seulement entretenues par l'Etat, carburées par l'Etat et conduites par l'Etat. Donc, quand on est dans une telle situation, il faut qu'on tienne de la situation dans laquelle le pays vit. Combien de personnes gagnent à manger, à importer à partir de l'Europe même, ces véhicules qu'ont dit être âgés de plus de 8 ans ? Ce sont des milliers de guinéens qu'on va mettre sur le carreau, alors que nous sommes dans une situation où on ne parle pas de récession, mais dans une situation où l'économie guinéenne a oublié la notion de croissance depuis très longtemps. Il faut qu'on fasse très attention», alerte l'opposant.

Rafiou Sow propose à l'Etat de savoir inverser la tendance...

de 50 ans peut rouler, tout en respectant un certain nombre de critères », enseigne l'allié électoral d'Alpha Condé en 2015, tout en marquant sa désolation par rapport à la non-existence de centres de visite technique pour minimiser les innombrables pertes en vies



Rafiou Sow dit que le pays doit avoir des centres de contrôle

humaines causées par les véhicules.

Pour inverser cette tendance, **Rafiou Sow** soutient que le pays doit avoir des centres de contrôle, avec pour attribution de diagnostiquer tout véhicule avant sa mise en circulation.

«C'est seulement en Guinée où vous pouvez voir des concitoyens immatriculer un véhicule sans l'avoir préalablement soumis à une visite technique pour s'assurer que le véhicule ne pollue pas, qu'il respecte les normes ou que sa mise en circulation ne constituerait pas un danger pour la population guinéenne», condamne vigoureusement le président du PRP. «En plus, poursuit Sow, c'est seulement en Guinée où on peut mettre en immatriculation un véhicule sans l'avoir assuré. Et ça, nous devons l'exiger».

Citant en exemple d'autres pays où chaque station-service abrite en son sein un centre de contrôle technique, l'allié d'Alpha Condé rappelle que pour y mettre un véhicule en circulation dans ces pays, il faut d'abord l'amener à l'inspection pour l'assurer.

«Voilà des dispositions que l'Etat doit prendre et que le ministre de tutelle doit instituer rapidement pour pouvoir régulariser les choses. Parce qu'il y a des véhicules de plus de 20 ans ici, mais qui se trouvent être en bon état que



Faya Millimouno rappelle à Youla et Oyé qu'il y a d'autres pays qui l'ont réussi, mais qui ne sont pas gérés comme la Guinée.

bien celle d'interdire l'importation des véhicules qui ont plus de 8 ans d'âge.

A ce niveau, Faya Millimouno rappelle qu'il y a d'autres pays qui l'ont réussi, mais qui ne sont pas comme la République de Guinée où la pauvreté est à un niveau tel que c'est une majorité écrasante qui vit avec moins d'un dollar par jour. Autrement dit, moins de 10.000 FG par jour.

Au nom du **Parti du renouveau et du progrès (Prp)** qu'il préside, Rafiou Sow, estime pour sa part que beaucoup de choses doivent être régularisées en République de Guinée. «Nous pensons que cela n'est pas opportun actuellement. Parce que si vous prenez tous les pays développés, notamment la Suisse, la France et les Etats-Unis où j'ai personnellement vécu, même un véhicule

le populaire

Immeuble Baldé Zaïre, Manquepas, Kaloum, Conakry Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

EDITEUR, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION & DE LA RÉDACTION

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Abdoul Malick Diallo
+224 666 195 620
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmrdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet

mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré

bmphilanthaore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

certaines véhicules de 3 ou 5 ans», conclut le politique.

... Damaro Camara aussi.

Pour le président du groupe parlementaire RPG Arc-en-ciel, il y a eu un déficit de concertation entre acteurs pré-nants. Puisque de l'avis du député **Amadou Damaro Camara**, même dans les rues des Etats-Unis il y a des véhicules de plus de 30 ans en circulation.

«J'avoue qu'il y aurait dû avoir une plus grande concertation. C'est vrai que sur ce marché, il y a beaucoup de choses à faire. Je crois qu'avant de s'attaquer à l'âge des véhicules, on aurait dû régler un problème en amont qui est la visite technique. Un véhicule peut être vieux, mais s'il remplit les conditions techniques d'être dans la rue, on peut le laisser circuler. Mais même si un véhicule est neuf, après 1 an, 2 ans sans visite technique, il est plus dangereux qu'un véhicule de 20 ans mais qui est passé par le contrôle technique», enseigne l'honorable Camara qui confie que l'Etat guinéen a été pris en otage depuis plus de 20 ans par un semblant de monopole qui ne dit pas son nom, mais que personne n'arrive à régler.

«Je ne comprends pas. Dans les autres pays, le contrôle technique c'est dans chaque station-service. On doit pouvoir s'arrêter dans n'importe quelle station pour vérifier ses freins, pour vérifier si l'émission est bonne, si ce n'est pas polluant», formule le parlementaire.

La réalité est bien là !

Au regard de l'asphyxie que pourraient éventuellement causer ces nouvelles mesures à son secteur, le **président de l'Association des importateurs de véhicules d'occasion et des pièces détachées**, déclare que le dédouanement des véhicules de moins de 5 ans varie entre 60 et 100 millions FG. «Et



Damaro Camara rappelle que même aux Etats-Unis il y a des véhicules de plus de 30 ans en circulation.

en temps réel, si nous prenons ces véhicules de moins de 5 ans, le prix unitaire varie entre 5000 et plus de 6000 euros, moins les taxes», énumère **M. Condé**.

L'interdiction d'importation des véhicules de plus de 8 ans devrait entrer en vigueur à partir du 8 septembre prochain. Une option que justifie le gouvernement par sa volonté de renouveler progressivement le parc automobile, sécuriser la population et protéger l'environnement contre les émanations du gaz à effet de serre.

Ce vendredi 27 août, le ministre des Transports, **Oyé Guilavogui** a annoncé que les véhicules usagés, destinés à être importés en Guinée, doivent répondre aux normes européennes. Avant d'être embarqués pour Conakry, ces véhicules doivent faire l'objet d'une visite technique. Tout cela pour ça...

Par Mady Bangoura

Crise au CNP-Guinée L'OIE réaffirme son soutien à Kaba Guiter, Sékou Cissé "débouté"

Le congrès du samedi 27 août 2016 inspiré par **Sékou Cissé** ne peut en rien porter ombrage à celui ayant déjà porté à la présidence du CNP-Guinée, l'entrepreneur **Kaba Guiter** et entériné par l'Organisation internationale des employeurs (OIE). Et pour cause? La réponse dans ce dicton vieux comme la terre, qui dit : «*Les bœufs marchent ensemble, mais ce n'est parce qu'ils ont le même prix*».

La plus vieille et la plus connue des organisations patronales de Guinée souffre d'une crise profonde suite à la contestation du congrès du 23 avril ayant porté **Ansoumane Kaba** (de GUITER SA) à la présidence de l'organisation.



Samedi 27 août 2016, Sékou Cissé omptait sur un congrès pour prendre la tête du CNP-Guinée.

Cette fronde est portée par l'expresident par intérim révoqué à cette fonction pour «faute lourde». Malgré tout, jusqu'en fin de semaine passée, **Sékou Cissé** comptait sur la tenue d'un congrès qui puisse le porter à la tête du CNP-Guinée.

Les faits sont têtus

Tout avait commencé le 1er novembre 2011, quand **Elhadj Mamadou Sylla**, président élu du CNP-Guinée d'alors, a pris la Décision n°0040/P/CNP-GN/2011 nommant **Sékou Cissé** président par intérim, comme le lui confère l'article 34 en ses paragraphes 6, 7, 8, 9, 10 et 11 des statuts du Patronat. **Sékou Cissé** était jusque-là le vice-président chargé des partenaires sociaux. Avec pour mission de convoquer dans un délai de 3 mois à compter de sa date de désignation, une assemblée générale extraordinaire pour programmer l'élec-

tion du nouveau président du CNP-Guinée.

Ayant constaté le non-respect de ce délai, le bureau exécutif convoque une réunion mardi 23 juin 2015 à l'issue de laquelle il a été décidé de la révocation de **Sékou Cissé** «pour faute lourde».

Avant cela, une pétition demandant le remplacement du président intérimaire avait été signée moins d'un mois plus tôt par les vice-présidents, les fédérations affiliées et le personnel administratif du CNP-Guinée.

Il était donc reproché à M. Cissé entre autres, manque de transparence, opacité dans la gestion et rétention d'information. C'est ainsi que le bureau exécutif a renouvelé sa «confiance au président statutaire, **Elhadj Mamadou Sylla** jusqu'à la tenue du congrès. Dans le même sillage, **Mme Aïssatou Baldé**, membre du bureau exécutif est nommée coordinatrice de la Commission pour le congrès des fédérations».

Une note d'information avait été transmise à cet effet au ministre **Albert Damantang Camara** de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle.

L'ingérence du gouvernement

Lors de la 105e session de la Conférence internationale du travail tenue du 30 mai au 10 juin 2016, le gouvernement guinéen, à travers le ministre de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle, s'était interféré dans la désignation de la délégation patronale guinéenne.

Saisie d'une lettre de protestation contre cette immixtion flagrante, l'Organisation internationale des employeurs (OIE) indique clairement dans son rapport que «le CNP-Guinée, traditionnellement à la tête de la délégation des employeurs du pays et reconnu comme l'organisation la plus représentative non seulement au niveau national, mais également par l'OIE, la FOPAO et par Business Africa».



Au congrès du 23 avril 2016, 25 fédérations ont porté Ansoumane Kaba à la présidence du CNP-Guinée.

Dans le même ordre, l'organisation avait regretté que la désignation de la délégation à cette session de la Conférence ait inclu **Sékou Cissé**, révoqué du CNP-Guinée.

Cependant, elle avait invité le gouvernement guinéen à ne pas s'ingérer dans la désignation de la délégation des employeurs qui doit se faire en commun accord avec les organisations patronales les plus représentatives.

Le président du CNP-Guinée Kaba Guiter reconnu par l'OIE

Si **Sékou Cissé** crie à un hold-up à la suite du congrès du 23 avril 2016 à l'issue duquel les 25 fédérations que compte le CNP-Guinée ont élu président à l'unanimité, **Ansoumane Kaba**, PDG de la Guinéenne de terrassement (Guiter). C'est tout à fait le contraire pour les organismes internationaux. Dans une lettre du 25 mai 2016, la secrétaire générale de l'OIE, **Linda Kromjong** a félicité l'élection de M. Kaba à la tête de la plus importante organisation patronale guinéenne. «Ce fut un très grand plaisir pour Frederick Muia de pouvoir participer à l'Assemblée générale du CNP-Guinée tenue le 23 avril dernier. J'aurais été ravie de participer moi-même, mais malheureusement mon agenda très chargé ne me l'a pas permis», avait-elle écrit.

Sékou Cissé débouté

Dans sa perspective d'organiser son fameux congrès du 27 août, l'ancien président par intérim a adressé un courriel d'invitation à la secrétaire générale de l'OIE.

En réponse, **Linda Kromjong** affirme ne pas pouvoir y participer à cause de son calendrier trop chargé sans pour autant daigner se faire représenter comme cela a été le cas le 23 avril dernier avec le congrès ayant porté Kaba Guiter à la présidence du CNP-Guinée.

«Les bœufs marchent ensemble, mais ce n'est parce qu'ils ont le même prix», enseigne le dicton. Puisque le 10 août 2016, soit 24H après avoir indiqué à M. Cissé son indisponibilité pour le 27 août, la secrétaire générale de l'OIE a adressé une lettre à **Ansoumane Kaba** dans laquelle elle lui réitère son soutien indéfectible.

«Suite à ma lettre du 25 mai 2016, je tiens à vous renouveler ma confiance pour conduire la redynamisation du CNP-Guinée. En effet, les décisions de la Conférence internationale du travail et notamment les conclusions de la commission des vérifications des pouvoirs ont affirmé l'importance de l'autonomie du CNP-Guinée à élire et à choisir librement ses représentants. Je tiens donc à vous confirmer que l'OIE s'en tient à ses conclusions et attend avec impatience de voir la liberté syndicale des membres du CNP-Guinée respecter sur le terrain».

Aussi incroyable que cela puisse paraître, une décision de Justice a ordonné jeudi 25 août que cette affaire pendante depuis quelques temps à la Cour d'appel, après le tribunal de Kaloum, soit renvoyée devant la Cour suprême

Par Abdoul Malick Diallo

Ils ont dit



Feu Jean Marie Doré, leader de l'Uppg et Premier ministre au moment de l'affaire eau empoisonnée au palais du peuple en 2010: «Celui qui l'a fait voulait que l'UFDG ou le RPG mobilise ses forces pour qu'il y ait le chaos. C'est l'œuvre d'une tierce personne que je ne vais pas nommer.»



Général Facinet Touré, médiateur de la République: «Ce jour-là, je ne pouvais pas imaginer qu'on invente quelque chose comme ça parce que c'est trop grave. Avec le recul, j'ai compris beaucoup de choses. Il est vrai qu'en disant qu'il y a eu de l'eau empoisonnée, ça disqualifiait les autres partis de l'opposition en faveur du parti [RPG] pour lequel moi j'étais, parce que j'étais en train d'aider Alpha Condé. En analysant au détail, j'ai vu que ça ne tenait pas du tout. Ça a été une grosse bêtise qui ne devait pas du tout être de mise. Pour me prononcer avec fermeté sur une question, il faudrait que j'aie toutes les données. Si j'ai toutes les données, j'analyse et je me prononce. Mais quand je n'ai pas toutes les données et que je vois superficiellement, je suis perplexe et me garde de me prononcer. Ça a été une étape très sombre de notre histoire, une faiblesse humaine des politiques.»



Papa Koly Kourouma, ancien ministre d'Etat, ministre de l'Energie (actuel conseiller à la Présidence) à Espace TV: «Si Cellou n'est pas président de la République, c'est parce qu'il est comme ça. J'avoue qu'en 2010, c'est lui qui devait être président de la République. C'est parce qu'il y a eu tellement de mascarades et aujourd'hui chacun connaît les résultats.»



Cellou Dalein Diallo, à propos des méthodes ayant favorisé l'installation d'Alpha Condé au pouvoir en 2010 et 2015: «Alpha Condé a compté sur la violence pour asseoir un pouvoir volé à l'Ufdg. Alpha Condé, ni en 2010, ni en 2015, n'a gagné les élections. Nous avons en 2010 appelé au calme, en 2015 également, pour épargner les vies de nos compatriotes et éviter d'engager notre pays dans une guerre dont personne ne connaît à l'avance l'issue.»

Vite dit...

Révélation de l'ancien Vice-président de l'Ufdg: Les 18 gardes du corps de Dalein libérés grâce à Bah Oury ?

Parmi les 18 gardes du corps de Cellou Dalein Diallo, il y avait certains qui n'étaient même pas au siège le 5 février 2016 quand une balle d'un fusil d'assaut a fauché mortellement le journaliste **Elhadj Mohamed Koula Diallo**. Ils ont pensé qu'il suffit de donner quelques moyens et aller témoigner contre **Bah Oury**. Malheureusement, ils sont allés et ont été déferés. Tels sont les propos de l'ancien Vice-président de l'Ufdg et ancien ministre de la Réconciliation nationale sous Conté. Bah Oury qui réagissait ainsi à la libération des gardes du corps de Cellou Dalein Diallo le 5 août 2016, a ajouté: «C'était juste des victimes, raison pour



Bah Oury, ancien Vice-président de l'Ufdg.

laquelle je me suis impliqué pour leur libéralisation», révèle-t-il.

«Quand le juge d'instruction a indiqué qu'il leur accorde le non-lieu puisqu'ils étaient impliqués pour non-assistance à une personne en danger, le parquet de Dixinn a interjeté appel et cela a bloqué leur libération», révèle M. Bah qui soutient également que les 18 gardes du corps étaient «victimes» du système Cellou Dalein et qu'il ne fallait pas qu'ils soient des victimes supplémentaires par rapport à une justice du fait de sa lenteur. «J'ai insisté quand j'ai reçu l'ordonnance et heureusement la chambre d'accusation est apte pour leur libéralisation», déballe le vice-président exclu de l'UFDG.

Par Aissatou Diallo

Amadou Damaro Camara dit... «à Dalein de faire attention »

Se disant surpris de voir à nouveau les adversaires d'Alpha Condé dans la rue, le président du groupe parlementaire RPG Arc-en-ciel **Amadou Damaro Camara** révèle le contenu d'un entretien qu'il a eu avec le chef de file de l'opposition **Cellou Dalein Diallo** à la suite de la reprise des manifestations de l'opposition. Avant la marche du 16 août 2016, le député Camara rappelle avoir pris son bâton de pèlerin venir chez Diallo s'enquérir de ses motivations. «Le 20 juillet, l'opposition a menacé de marcher le 4 août. J'étais surpris comme beaucoup

Libre Tribune

Simandou : Garder la tête froide

La récente déclaration par Rio Tinto plc, annonçant leur intention d'arrêter le développement du projet Simandou en Guinée n'est pas surprenante. Elle arrive juste plus tôt que prévu. En effet, bien qu'ayant prévenu publiquement à maintes reprises que Rio Tinto ne comptait pas développer Simandou dans un avenir raisonnable, la plupart des observateurs ne pensaient pas que le consortium Simfer allait abandonner de si tôt son contrôle sur la montagne, qu'elle gèle maintenant depuis 19 ans. L'intention de Rio Tinto a toujours été d'empêcher tout autre acteur, présent ou futur, d'avoir accès à ces ressources exceptionnelles tant en qualité et qu'en quantité. L'objectif a toujours été de sortir Simandou du marché et le «mettre en jachère» en attendant le moment de leur choix. L'état actuel du marché du minerai de fer est à la fois la couverture et la barrière d'entrée dont Rio avait besoin pour couvrir sa sortie du projet. Il permet au minier Anglo-Australien de justifier sa sortie en s'appuyant sur des critères de rentabilité économique en même temps qu'il constitue une barrière d'entrée toute faite pour tout remplaçant potentiel. En effet, les critères de rentabilité ne sont pas remplis en ce moment pour faire avancer le projet sous son modèle économique actuel. Le projet n'est simplement pas finançable tel quel. Trois autres facteurs semblent, cependant, être la vraie raison derrière cette décision. D'une part, les marchés des capitaux ont, de manière répétée, signalé à Rio Tinto qu'ils s'opposent à ce qu'elle s'embarque dans un nouveau méga projet. En réalité, la compagnie a été incapable de développer un projet de cette envergure au cours des dernières décennies, et les marchés semblent douter de ses capacités à le faire. C'est pourquoi les mêmes marchés financiers ont salué l'annonce sur Simandou par une hausse du cours en bourse de l'action de Rio Tinto.

D'autre part, Rio Tinto et ses rivaux Vale, BHP et Fortescue, constituant, de fait, un cartel informel qui contrôle le marché du minerai de fer transocéanique. Ce groupe détermine le niveau de l'offre internationale et rejette l'arrivée de la nouvelle source de minerai que constituerait Simandou. Là encore, le marché a marqué son approbation à la décision de Rio sur le Simandou par une hausse du prix du minerai de fer. Enfin, depuis 2010, Rio, Vale et le reste du «cartel» sont parvenus à accroître leur capacité de production de minerai de fer de manière considérable. Ceci, sans aucune contribution de Simandou, en ayant simplement recourus à leurs mines existantes à Pilbara, Carajas et ailleurs à travers le monde. En effet, au cours de la dernière décennie, Rio a investi \$19.8 milliards à Pilbara pour faire passer sa capacité de production annuelle de 171 millions de tonnes à 360 millions de tonnes. Durant la même période, Vale a investi \$19.6 milliards pour faire augmenter sa capacité de production de 90 millions de tonnes par an à fin 2016. En clair, Simandou n'est plus utile à l'une ou l'autre des deux sociétés qui ont occupé Simandou ces dix dernières années. Fortescue a triplé sa production et BHP a certainement accru la sienne avant d'abandonner Nimba, notre autre espoir dans le fer. Pour la petite histoire, en 2007, dans sa défense contre la tentative de rachat hostile de BHP, Rio avait annoncé que les 70 millions de tonnes par an de Simandou lui aurait coûté \$6 milliards à développer. Donc, pour \$86 la tonne, la société, si elle l'avait souhaité, aurait pu développer Simandou. Elle a préféré dépenser \$105 la tonne ailleurs.

Les faits ci-dessus soulignent l'importance pour la Guinée d'éviter de se précipiter vers une autre erreur monumentale : un schéma de remplacement pour combler le vide laissé par la sortie de Rio Tinto et de ses partenaires. L'état désastreux du marché devrait être saisi



Par Mahmoud Thiam
ancien ministre des Mines, de la Géologie, de l'Energie et de l'Hydraulique.

comme une opportunité pour le pays. Le monde du fer, dans son entièreté, étant à l'arrêt, rien ne presse. Nous devrions retenir notre souffle et prendre le temps d'élaborer une stratégie solide. Il y va de l'avenir du pays et de la sauvegarde de notre patrimoine commun. Ni la pression de l'opinion publique, ni le désir, compréhensible, de corriger ce qui pourrait apparaître comme un affront de la part de Rio Tinto, ne devrait amener notre gouvernement à perdre son sang froid.

Il est probable que des courtiers de tous genres fassent déjà des propositions alléchantes au gouvernement. La réalité est qu'aucun partenaire techniquement et financièrement capable de porter ce projet comme il faut, ne saurait être trouvé aujourd'hui. A moins que ce ne soit dans des conditions extrêmement désavantageuses pour les intérêts à long terme de la Guinée. Des spéculateurs se présenteront toujours mais aucun acteur crédible qui pourrait développer le projet dans les termes et suivant le calendrier prévu par la Guinée n'est disponible actuellement. C'est pour cette raison que j'estime que ce serait desservir les intérêts de la Guinée que de se précipiter dans un nouveau partenariat ou d'essayer de forcer Rio Tinto à remplir des obligations qu'elle n'a jamais eu l'intention de remplir. C'est un cadeau que Rio nous tend. Arrachons le de ses mains et tournons lui le dos. Notre seul objectif, en tant que Nation, devrait être d'organiser une sortie totale de Rio Tinto et de ses partenaires du Simandou. Que l'actif, c'est-à-dire la concession, soit rendu à la République de Guinée sans contrepartie et sans aller au conflit. Après tout, Rio Tinto est un de nos partenaires importants dans CBG (Compagnie des Bauxites de Guinée) et cette relation est appelée à continuer.

Cependant, une fois qu'elle a publiquement annoncé son intention d'abandonner ce projet à vocation transformationnelle pour notre pays, retourner l'actif au peuple de Guinée est la seule option qui devrait être laissée à la société. Le Gouvernement serait bien inspiré de ne pas essayer de jouer les partenaires de Simfer l'un contre l'autre. Ce serait un exercice futile dans lequel la Guinée ne pourrait que perdre la face. Rio Tinto à elle seule ne saurait prendre une décision si majeure, si néfaste et contraire aux intérêts de la Guinée sans l'accord préalable de son actionnaire le plus important : Chinalco. Il serait d'une grave naïveté stratégique d'imaginer que Chinalco, après avoir entériné la décision de Rio Tinto, pourrait maintenant prendre sa place et porter le projet dans des conditions favorables à la Guinée. Nous le répétons : Chinalco est l'actionnaire possédant individuellement le

plus de parts dans Rio Tinto. Leurs intérêts sont donc intimement liés.

Il est vraisemblable que Rio Tinto lance un processus pour revendre le projet. Le gouvernement devrait leur indiquer sans aucune ambiguïté qu'il attend la rétrocession immédiate et sans contrepartie de l'actif à la République de Guinée, de la même manière que BHP Billiton a procédé quand elle a décidé de ne plus développer les gisements de bauxite de Boffa-Santou-Houda. Le gouvernement devrait simultanément indiquer publiquement qu'il n'approuvera aucune transaction menant à la cession de cet actif à un tiers sous un tel processus de revente. Le peuple de Guinée a attendu 19 ans pour que la mise en valeur de cette ressource majeure contribue à son bien être.

La formule envisagée jusqu'à présent ayant échoué, il est temps que nous prenions contrôle de son développement selon un schéma élaboré par la Guinée avec l'aide de spécialistes qui travaillent réellement pour son compte.

En tant que propriétaire de l'actif, la Guinée pourra alors tirer avantage de l'état actuel du marché du minerai de fer, pour repenser la stratégie et mettre le projet sur une voie de développement réalisable, quand les conditions du marché s'y prêteront de nouveau. Les Guinéens seront alors en mesure d'accepter le partenaire qui leur convient, selon les conditions mutuellement avantageuses.

Un fait simple souligne à quel point Simandou est handicapé aujourd'hui. Il est important de le rappeler : Rio Tinto et Vale sont parvenus à remplir leurs objectifs de production et à satisfaire la demande globale au cours des dernières années, sans aucune contribution de Simandou. Nul ne semble désireux d'ajouter de la capacité tant que la demande mondiale restera nettement en dessous de l'offre et que d'énormes inventaires subsisteront. La démarche la plus sage pour la Guinée serait donc de recouvrer le contrôle de son bien, de prendre le temps de s'entourer des conseils nécessaires en vue d'élaborer une approche innovatrice et flexible du modèle économique de développement du projet. Dès qu'un nouveau cycle le permettra nous seront en mesure d'accepter le partenaire de notre choix dans les conditions de notre choix. Nous faisons face à un défi national qui transcende les clivages politiques. L'histoire et le destin donnent une nouvelle chance à la Guinée de remettre le projet Simandou sur la bonne voie. Si nous ratons cette opportunité, il ne nous restera qu'à espérer à nos petits enfants en aient une autre. ■

Par Aissatou Diallo

Présidentielle de 2020 Paul Moussa Diawara sera candidat, si...

C'est un coordinateur du Front patriotique plus éloquent que convaincant qui est apparu dans les médias ce lundi 22 août 2016. Porté à la tête de cette alliance politique l'autre semaine, le président du Mouvement des patriotes pour le développement (MPD) a été interrogé dans l'émission *Les grandes gueules* de la radio **Espace FM** sur son éventuelle candidature à la présidentielle de 2020. D'entrée, Paul Moussa Diawara a rappelé que sa position est claire et ne souffre d'aucune ambiguïté.

«Paul Moussa Diawara, président du Mouvement des patriotes pour le développement, est membre de la mouvance présidentielle et allié au RPG Arc-en-ciel. Donc, défendant les

idéaux et actions du président Alpha Condé», a-t-il indiqué. Réagissant à la question proprement dite, le politique a entretenu tout un flou autour de son penchant pour l'échéance de 2020.

«Je vous le dis très sincèrement. Le destin, personne ne sait ce que ça peut vous réserver. Je suis pour le moment en train de servir mon pays sous la gouvernance du président Alpha Condé. En attendant, je pense que ce que 2020 réservera, je ne sais pas». La témérité avec laquelle l'interview est conduite par les confrères de la radio *Espace FM* pousse Paul Moussa Diawara à se lâcher.

«Je ne suis pas futuriste. Je suis un réaliste qui vit le quotidien et le présent. Vous ne pourrez pas



M. Diawara est le coordinateur du Front patriotique (FP).

me faire dire ce que je ne veux pas. Ma projection, c'est de participer à la vie économique, politique et sociale de ce pays. Je ne peux pas être en 2016 et parler de 2020. Ça, c'est l'ambition de Paul Moussa Diawara. Je voulais dire ceci. C'est que si vous décidez de me présenter, il n'y a pas de problème. Mais pour le moment, cette question n'est pas à l'ordre du jour», coupe court Diawara. Mais est-ce une échappatoire pour le directeur général de l'Office guinéen de publicité (OGP) pour ne pas voir s'abattre sur lui la colère de son mentor de président Condé qui entretient un flou autour d'un éventuel troisième mandat ? Suivez mon regard !

Par Mady Bangoura

S'il était son Premier ministre, voici ce que Dalein aurait proposé à Alpha Condé

L'ancien Premier ministre et par ailleurs leader du principal parti d'opposition était l'invité de parcours de l'émission *Les grandes gueules* d'**Espace FM** du lundi 22 août 2016. Une sortie médiatique qui a amené Cellou Dalein Diallo à dresser une vue d'ensemble sur la situation sociopolitique du pays qu'il aspire diriger tant.

A la question de savoir qu'est-ce qu'il aurait proposé à l'actuel



Alpha Condé, chef de l'Etat.

président de la République s'il était le Premier ministre de celui-ci, la réponse du chef de file de l'opposition est sans équivoque.

«J'allais lui proposer un dispositif pour lutter contre la corruption, faire en sorte qu'on mette définitivement fin à ces marchés de gré à gré, qu'on respecte nos lois et nos engagements internationaux, pour qu'on ait une gestion plus vertueuse. Ce n'est pas le cas. Il y a trop de corrup-

tion, trop de laxisme et d'impunité dans la gestion de la chose publique. Il faut qu'on fasse preuve d'un peu de rigueur. Naturellement, c'est le programme que je lui aurais proposé», a égrené le président de l'Ufdg qui est animé d'une vision beaucoup plus grande. «Mais je préfère plutôt être à sa place», a-t-il affiché.

Mady Bangoura

Libre Tribune / Le général Ibrahima Baldé, officier intègre et symbole de la réforme de la gendarmerie nationale



Le général Ibrahima Baldé.

Il y a quelques années pas aussi lointaines, c'est fut un pari pour l'ensemble des Guinéens: réformer les services de défense et de sécurité. Aujourd'hui, ce pari est presque gagné. Le chemin a été long mais grâce au dévouement et aux sacrifices consentis par certains patriotes, la police, la gendarmerie et l'armée ont retrouvé leur aura d'antan. Grâce au leadership et à la clairvoyance de général Ibrahima Baldé, la gendarmerie nationale est un exemple dans

la région ouest africaine et même en Afrique subsaharienne. Appliquant à la lettre les recommandations du chef de l'Etat, l'officier a su mobiliser l'ensemble de ce corps paramilitaire pour répondre aux besoins de la nation.

Le bilan est bien élogieux, ce corps d'élite est de plus en plus en train de relever les différents défis de la patrie. Il est apprécié, adulé et aimé par les citoyens guinéens. Derrière ces résultats, un officier aguerri qui a pu se priver de tous les privilèges pour accomplir cette mission, le général Ibrahima Baldé.

Formation, gage d'une cohabitation saine avec les citoyens

Pour le général Baldé, un gendarme mal formé n'a pas sa place dans les rangs. C'est dans ce cadre, il a initié des nombreux modules de formation auprès des troupes, hommes de rangs et officiers supérieurs. La formation est la

clé de réussite, une formule qu'il a inculquée au sein de la gendarmerie. Aujourd'hui, dans les rues de Conakry, les arrestations arbitraires ont disparu, l'ère est au professionnalisme. Le respect des droits de l'homme, des codes pénal et civil, la jurisprudence, la gendarmerie guinéenne est très bien outillée sur ces thèmes aussi importants. C'est ainsi, le caractère militaire et les aptitudes de base de la fonction du gendarme en unité ou dans un service ont été renforcés.

Discipline, clé de la performance

Les résultats sont bien visibles notamment dans les relations civilo-gendarmes. Actuellement les populations et les gendarmes ont désormais des relations privilégiées grâce à la discipline des premiers. Au sein des différents escadrons et dans les rues, la discipline est de rigueur. C'est pour cela, ces dernières années, lors des

différentes manifestations dans le pays, les gendarmes ont été souvent appréciés par leur caractère républicain. Ainsi, des marches et autres manifestations ont été encadrées sans enregistrer des blessés et des morts. C'est dans ce cadre que des partenaires internationaux ont exprimé leur satisfaction face au progrès réalisé.

Perspectives meilleures

Pour beaucoup d'experts de sécurité, la gendarmerie nationale est sur la bonne voie de figurer parmi les cinq meilleures en Afrique. Des efforts que le général Baldé compte déployer pour le rayonnement de ce corps. Ainsi, il ne cesse de réfléchir pour engager des nouvelles réformes pouvant conduire à plus de professionnalisme de la gendarmerie.

Une tribune signée
Bakary Sackho

En bref

Komara dégaîne : «L'opposition a peur d'être jetée dans les poubelles de l'histoire»

Le secrétaire administratif du RPG Arc-en-ciel pense que dernière les manifestations de rue de l'opposition se cache une crainte inavouée des opposants.

Selon **Lansana Komara**, «l'opposition peur, à travers ses marches, d'être jetée dans les poubelles de l'histoire».

Il l'a dit samedi dernier devant des militants du parti au pouvoir dont le siège national est située non loin de l'aéroport de Conakry.

«L'opposition cherche à instaurer le système que tous les africains connaissent qui est la DTE (la destitution, la transition et les élections) à travers les soulèvements», accuse le vice-président du Conseil économique et social (CES).

«Quand on dit: "je vais organiser la marche à Matoto, à Kaloum, à Labé et à Kankan", c'est juste



Lansana Komara, secrétaire administratif du RPG Arc-en-ciel.

pour instaurer le système DTE mais cela ne marchera pas en Guinée parce que le peuple de Guinée ne l'acceptera pas», prévient Komara.

«Nous leur conseillons d'abandonner cette voie parce qu'elle ne marchera pas», dit-il à l'endroit de l'opposition qu'il invite à privilégier le dialogue. «Il faut qu'elle accepte la main tendue du gouvernement du Pr Alpha Condé, c'est la meilleure des choses», insiste Komara.

«Nous les prions d'accepter cela pour qu'on se retrouve autour de la table pour le bien-être de la Guinée». Komara croit mordicus aux vertus du dialogue qui débouchera nécessairement sur la tenue d'élections dans la plus grande transparence. Tel que le recommande la bienséance d'une démocratie vraie. C'est également le souhait de tous les acteurs de la classe politique de l'opposition. Mais, avec tout ce qui se trame, a-t-on droit d'y croire? C'est là la question.

Par Aissatou Diallo

La police dévoile l'identité de la femme en burqa arrêtée près de Sèkhoutouréya

Une femme vêtue de noire de la tête aux pieds a été arrêtée le lundi 22 août par les agents de la Brigade de répression du grand banditisme (BRB) à quelques encablures du palais présidentiel Sèkhoutouréya. Porteuse d'une pancarte sur laquelle on pouvait lire : «Des innocents guinéens sont en



Fanta Sanoh a été interrogée à la DPJ, puis libérée.

danger. J'ai un message pour la Guinée», Fanta Sanoh, la quarantaine a aussitôt été conduite à la Direction centrale de la police judiciaire.

Selon le porte-parole de la Police, la pauvre dame motive son geste par une raison sociale «puisque'elle a perdu son mari lors d'une manifestation politique en 2010, et depuis, elle et ses 3 enfants traversent des moments difficiles», indique le commissaire Aboubacar Kassé.

Dans le voisinage immédiat de Fanta Sanoh, les enquêtes ont révélé qu'elle vit avec sa sœur à qui elle aurait dit qu'elle va faire un acte pour attirer l'attention des autorités sur ce qu'elle traverse.

Avant de passer à l'acte, Fanta Sanoh avait-elle évalué la portée de son geste, même si son objectif d'interpeller les autorités sur sa situation a été atteint ?

Rien n'est moins sûr, au regard de l'allure que prend le phénomène de terrorisme, notamment dans les pays ouest-africains.

«Nombreux sont les pays frontaliers qui ont subi le terrorisme. Donc, on n'a rien à négliger. C'est ce qui fait que malgré cette déclaration, nous allons approfondir les enquêtes pour éclairer la religion des uns et des autres. Et nous allons, loin s'en faut, dresser un procès à l'adresse du procureur de la République», rassure l'officier Kassé en charge de la communication de la Police nationale.

«Elle n'avait ni arme à feu, ni arme tranchante, ni explosif, et n'a opposé aucune résistance» lors de son interpellation, a déclaré Abdoulaye Israël Kpogomou, substitut du procureur près le tribunal de première instance de Kaloum. En fin de semaine, Fanta Sanoh a été libérée. Dossier classé.

Par Mady Bangoura



Fanta Sanoh a semé la panique avec sa pancarte devant l'entrée principale du palais de la Présidence guinéenne.



Martial François Pascal Dovonou, formateur.

LUTTE CONTRE LES INCENDIES ÉLECTRIQUES Diakelec accorde une formation gratuite à 150 électriciens

Diakelec, le grand fournisseur de matériels électriques de marque française et Legrand, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle, ont organisé du 22 au 26 août une formation gratuite pour 150 électriciens de bâtiment sur les règles et normes d'installation électrique à basse tension.

Et pour cause? Selon une étude sur un meilleur accès à l'énergie en Afrique effectuée en 2015, réalisée par l'Organisation de coopération et de développement économique (OECD), 65% des incendies déclarés sur le continent sont d'origine électrique. Plus de 70% d'entre eux sont dus à une dégradation des isolations dans les installations et des appareils électriques défectueux ou ternis par des vices de fabrication. En Guinée et partout ailleurs en Afrique, la réduction des incendies d'origine électrique est l'affaire de tous. C'est pourquoi, la société Diakelec a initié l'édition 2016 de la formation des électriciens guinéens sur

les normes et règles d'installation électrique de basse tension. Avec pour objectif, remettre à niveau les électriciens à travers une formation sur les logiciels de dimensionnement afin de leur permettre de faire la typologie des projets qui sont à leur charge et de les faire sur des bases normatives de l'électricité.

La démarche est du PDG de Diakelec Alghassimou Diakité qui entend principalement faire les choses correctement et offrir une alternative de qualité et de sécurité à ses clients, ses employés et à la population. Pour mener à bien cette vision, Diakelec a noué des partenariats avec deux manufacturiers français mondialement recon-

nus comme leaders de l'industrie de l'électricité. A savoir: Nexans, pour les câbles et systèmes de câblage et Legrand, pour les appareillages. C'est aussi grâce à cette vision que depuis plusieurs années, explique la comptable Néné Adama Diallo, «les séances de formation sont gratuites afin d'améliorer les compétences et acquis des électriciens guinéens qui font partie intégrante de la philosophie d'entreprise de Diakelec».

Le formateur Martial François Pascal Dovonou a fait montre de son expertise en la matière en offrant un enseignement de qualité aux bénéficiaires.

Par Abdoul Malick Diallo

Que pensez-vous de cette formation ?



Baldé Ousmane

Ingénieur électrotechnicien et président de l'Association des électriciens de Guinée

«Vous savez, nous enregistrons régulièrement des incendies d'origine électrique. Cela est dû au non respect des normes de sécurité, du mauvais choix de la qualité du matériel sur le marché. Alors, Diakelec est une entreprise visionnaire qui pense à la sécurité des installateurs et des utilisateurs.»



Diallo Néné Adama
Comptable à Diakelec

«La société Diakelec a pour ambition de doter les électriciens guinéens de compétences qui leur permettent de bien travailler. L'objectif c'est de réduire les risques d'incendies dans les foyers à travers le pays. C'est dans ce cadre qu'avec Legrand, nous avons initié cette formation.»



Thierno Barry

Directeur général adjoint de Diakelec

«Tout part de la création de l'entreprise par le directeur général Alghassimou Diakité dont le souci est de mieux faire les choses en Guinée côté qualité et sécurité. Grâce à nos partenaires Nexans et Legrand, deux leaders mondiaux d'électricité avec lesquels nous avons signé des partenariats, au fur et à mesure ils nous donnent de l'aide pour animer des formations afin de rehausser la qualité des installations en Guinée. On enregistre beaucoup d'incendies en Guinée qu'on pour autant éviter. C'est ce rôle que Diakelec veut mettre en avant. On ne peut pas tout faire, mais peut-être deux entreprises vont nous suivre pour pouvoir conscientiser les gens non seulement, mais aussi participer à la formation de nos électriciens.»

Panel réalisé par
Abdoul Malick Diallo

Martial François Pascal Dovonou
Formateur

«C'est une remise à niveau des électriciens à travers une séance de formation de 6 jours sur les logiciels de dimensionnement pour qu'ils puissent faire la typologie des projets qui sont à leur charge et les faire sur des bases normatives. C'est aussi pour faire respecter les normes et les réglementations au niveau de l'installation électrique. C'est vrai que certains électriciens n'ont pas fréquenté l'école et ont été formés dans le tas. On a des outils pédagogiques pour leur faire comprendre leur travail parce que dans notre profession l'erreur n'est pas permise.»



Amadou Diouldé Bah
Electricien

«Cette formation nous permet d'appliquer les règles et normes d'installation électrique pour éviter notamment les courts-circuits qui peuvent causer des incendies. J'avais bénéficié d'une formation sur la connaissance des matériels de la part d'une autre société, mais dans le cadre de la maîtrise des règles et des normes à appliquer dans nos travaux, c'est avec Diakelec.»



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

leCOURRIER
deConakry.com

L'information citoyenne
www.lecourrierdeconakry.com
Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com

COOPÉRATION

La Belgique accorde une aide budgétaire
de 18 millions d'euros à la Guinée

Le Royaume de Belgique a accordé une aide budgétaire de 18 millions d'euros à la Guinée en vue de soutenir la relance des secteurs sociaux de base porteurs de croissance, a annoncé dimanche la ministre guinéenne du Plan et de la Coopération internationale Mama Kanny Diallo.

Cette convention de coopération a été conclue par la ministre et le chef de la mission diplomatique du Royaume de Belgique en Guinée. Le projet vise à soutenir la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau potable et la réinsertion socioprofessionnelle des jeunes dans les zones touchées par la fièvre hémorragique à virus Ebola telles que les préfectures de Mamou et Kindia.

Selon le diplomate belge, il s'agit d'accompagner la Guinée dans son développement socioéconomique, à la sortie de la crise sanitaire que le pays a connu entre 2014 et fin 2015.

En outre, un financement de 3,4 millions d'euros sera consacré à la santé de la mère et de l'enfant, notamment à des formations sur la santé sexuelle et la reproduction à l'intention des femmes en âge de procréer.



Mama Kanny Diallo, ministre du Plan et de la Coopération internationale.

« Compte tenu des populations cibles, nous pensons que ces conventions sont particulièrement importantes pour nous », a déclaré la ministre du Plan et de la Coopération internationale, avant d'ajouter que son ministère remerciait tous ses partenaires de développement. En 2015, le Royaume de la Belgique a inscrit la Guinée sur la liste des 14 pays de sa coopération avec les Etats africains.

Par Xinhua

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : conakrylemag

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE

BAR ADMIRABLE
PLEIN AIR

Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles

Chez Tonton
Dacky



Rendez-vous à

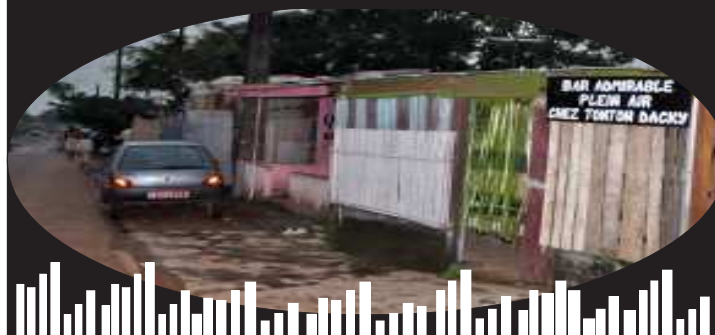
Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél.: 622 98 78 36

Bar de 50 places

Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)

Drame à Conakry: 7 morts, dont un vacancier londonien

Sur l'axe Dixinn - Hamdallaye dimanche 21 août 2016 à 6h du matin, le bilan est lourd. 7 morts dont ce jeune étudiant guinéen (sur la photo) venu de Londres pour ses vacances. Il s'agit d'**Alpha Ibrahima Souaré**, fils aîné du fondateur de l'Université Nongo Conakry (UNC). Il pilotait un 4X4 Nissan Qashqai en sens inverse quand il a heurté une voiture à bord de laquelle s'étaient embarquées des mareyeuses bien connues au marché de Sonfonia. Parmi les blessés graves admis au CHU de Donka, on compte 3 jeunes filles. ■



Souaré Alpha Ibrahima était en vacances.

ARMP: Jonas Mumkaba Diallo serait-il empêché ?

Après deux mois et demi à la tête de l'Autorité de Régulation de Marchés Publics (ARMP), les choses ne bougent pas et les travailleurs de ladite structure ont fait trois mois sans salaires, a-t-on appris de sources concordantes. Et sur ce, malgré les nouvelles mesures présentées par le nouveau directeur **Jonas Mumkaba Diallo** au Conseil de Régulation (CR) concernant la nouvelle

grille salariale et d'autres propositions pour relancer cette structure. D'après des sources bien informées, l'actuel directeur général ne serait pas la "bienvenue" à la tête de cette structure de régulation des marchés publics, dit-on, à cause de son intransigeance face à certains dossiers sous commandes et des questions d'intérêts

stratégiques. Et, en dépit de tous les courriers administratifs que ce dernier aurait adressés au directeur de cabinet du président de la République pour débloquer cette situation choquante et en même temps aujourd'hui, les conditions de travail restent précaires au niveau de cet instrument de bonne gouvernance.

Moriken Deen
Actuconakry.com

Me Abass Bangoura Le Vergès guinéen, militant de l'indépendance du Judiciaire

Me Abass Bangoura est l'un des plus célèbres de la jeune génération d'avocats au barreau guinéen. En 2010, il est désigné par ses pairs pour devenir le conseiller juridique de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) en charge d'organiser les premières consultations auxquelles ne prend part aucun dirigeant du pays. La noblesse de la mission confiée à l'équipe est historique. Mais à la tâche, l'avocat se rend compte que les valeurs que les membres de son équipe et lui sont censés défendre sont bafouées par une mafia sans foi ni loi qui fait un hold-up sur la procédure devant donner forme et fond aux résultats des urnes. Il rend le tablier pour se consacrer à son cabinet sis à Almamy, commune de Kaloum à Conakry et à la défense des droits de l'homme. Surnommé « le Vergès guinéen » en référence à son confrère français, l'autre grand avocat des causes difficiles (...), il réussit à se tirer d'affaire dans plusieurs cas de dossiers considérés comme impossibles à défendre. Si Me Abass y arrive, c'est non pas parce qu'il est un premier de la classe en art oratoire, mais à cause de son expérience d'avocat au *modus operandi* exquis qui fait de lui un as de la procédure.

«La justice doit être au service du droit», répète l'avocat qui dit sa tristesse de voir la justice de son pays incapable de se libérer des injonctions de l'Exécutif, malgré l'avènement d'un régime issu d'élections. «Aujourd'hui, je le dis et le répète, depuis le régime Sékou Touré, les Guinéens sont toujours soumis à la volonté d'un chef, et c'est là le drame de notre pays.»

Malgré cet état de fait, l'avocat continue de croire que pour son indépendance véritable, «la justice guinéenne ne doit plus être au service du prince, bien au contraire au service exclusif du droit. Les juges doivent dire le droit sans état d'âme».

Aux gouvernants actuels qui



Me Abass Bangoura, avocat à la cour.

aiment à violer les droits de ceux qui sont en position de faiblesse, Me Abass Bangoura rappelle ce qu'il déclarait aux hommes forts des régimes Conté, Dadis et Konaté, à peu

près en ces termes : Ceux qui sont forts de leurs pouvoirs aujourd'hui pourront devenir faibles demain et les faibles d'aujourd'hui, forts demain. Donc, acceptez de ne pas faire

des victimes à tort pendant que vous êtes forts. Respectez les droits de chacun, et la sacralité de la vie humaine !

Depuis le régime du général Lansana Conté, cet homme en robe ne mâche ses mots quand des hommes du pouvoir à la mentalité hermétique au changement touchent à un seul cheveu d'une sentinelle de la démocratie ou empiètent à l'exercice normal des droits et devoirs d'un de ses clients.

Le 5 septembre 2012, à l'annonce le décès du colonel Issiaga Camara, neveu du président Conté détenu dans l'affaire attaque de la résidence privée d'Alpha Condé à Kipé le 19 juillet 2011, l'avocat incrimine le pouvoir judiciaire qui continue encore à agir aux ordres de l'Exécutif. Il rappelle que le colonel Camara avait bénéficié avec 15 autres accusés d'un non-lieu de la part de la Chambre de mise en accusation, mais la Cour suprême avait cassé l'arrêt.

Craint et respecté sous Conté, son client meurt en détention sous Condé



Colonel Issiaga Camara.

Chef des renseignements et des services spéciaux de la Présidence sous le régime du général Lansana Conté, à la prise du pouvoir par le **capitaine Dadis Camara** en décembre 2008, le **colonel Issiaga Camara** est placé en détention au camp militaire de l'île de Kassa. En 2010, lui et ses compagnons de bagne sont libérés sous la transition version **général Sékouba Konaté**. Sa demande d'autorisation de se faire soigner au Maroc reste sans effet auprès de sa hiérarchie. Il est réincarcéré et accusé d'être de mèche avec les présumés auteurs de l'attentat contre la résidence d'Alpha Condé dans l'affaire 19 juillet 2011. Le colonel meurt en détention. ■

Me Abass regrette le refus manifeste de faire soigner à temps un détenu malade jusqu'à ce que mort s'en suive. Il persiste à dire que cela est un manquement au droit inaliénable à la vie, « car, même les plus grands criminels, les Nazis, ont bénéficié de l'assistance à la fois juridique et médicale ».

Avocats de journalistes "paumés"

Fin procédurier, il est sollicité par les hommes de médias guinéens secoués par les nervis du régime ou "paumés" par certaines de leurs attitudes *outlaw*.

Cas récent, mardi 3 mai 2016, Me Abass Bangoura assure la défense des 3 journalistes poursuivis pour « *chantage et escroquerie* » par la société de brasserie **Sobragui**.

Devant les jurés du tribunal de première instance de Mafanco, il fait un brillant plaidoyer démontrant que ses clients sont plutôt victimes de piège monté de toutes pièces par l'administration de la Sobragui. Il parle, explique, preuves à l'appui. Un silence de cimetière règne dans la salle. L'avocat défait les charges.

Le parquet est visiblement conquis. A l'unanimité, les jurés abandonnent la charge de « *chantage* » contre les clients de Me Abass, mais retient celui portant « *escroquerie* ».

Le juge Ibrahima Sory Tounkara condamne les directeurs de publication Alsény Maciré Fofana (du journal La Nouvelle Ere) et Ibrahima Sory Bangoura (La Logique), ainsi que le journaliste travaillant à La Nouvelle Don de Dieu Agossou à 6 mois de prison avec sursis, et interdiction d'exercer la profession durant cette période, et assujetti au paiement d'une amende de 500.000 FG chacun. Et ainsi de suite, car Me Abass continue d'inspirer confiance.

Par Diallo Alpha Abdoulaye

Sagesse

1 Les peuples se font des autres peuples l'image que leur ont donné leurs journaux ; les membres d'une église se font d'une autre Eglise celle qu'on leur inculque dans la leur. Michel Fournier (Technique de foi)

2 Celui qui, pour des raisons quelles qu'elles soient, patriotiques, politiques, religieuses et même morales se permet le moindre arrangement de la vérité doit être rayé de l'ordre des savants. Gaston Paris (Leçon d'ouverture au Collège de France)

En prison pour agression sexuelle, Tamsir, «Petit Banlieuzart » libéré

Tamsir Touré, le jeune rappeur de 23 ans plus connu sous le nom de « Petit banlieuzart » était en prison pour viol dont la vidéo a été diffusée sur les réseaux sociaux fin octobre 2015, a été mis en liberté vendredi 19 août 2016. Le mercredi 10 novembre 2015 alors qu'il avait fui la Guinée pour la Côte d'Ivoire, il été arrêté à Abidjan, puis rapatrié à Conakry. L'artiste en herbe était souvent malade depuis son incarcération à la prison

centrale de Conakry, rapporte son avocat. Il a finalement bénéficié de la clémence de la justice. Quelques jours plutôt, Petit banlieuzart avait annoncé un album retraçant sa part de vérité sur cette affaire de viol qui l'a conduit en prison. Un peu à la manière de Tupac Shakur, la légende américaine du rap qui mettait toujours un album sur le marché après une période de bagne. ■



Malgré le caractère répréhensible de son acte, Tamsir Touré dit Petit banlieuzart, n'a cessé de bénéficier du soutien d'une frange importante de la jeunesse qui plaide sa cause.

MOUVANCE PRÉSIDENTIELLE: Mohamed Lamine Kaba démissionne du Front patriotique

Lancé en grande pompe le lundi 15 août 2016, le Front patriotique (FP) vient d'enregistrer une première démission en son sein. **Mohamed Lamine Kaba**, le leader du parti Force des intègres pour la démocratie et la liberté (Fidel) a claqué la porte à cette structure. Il justifie la prise de sa décision par le fait que le FP s'est détourné de l'objectif qu'il s'était fixé au début. Kaba indique que le FP est la nouvelle génération qui s'est inspirée de ce qui se passe actuellement au sein du Forum national des jeunes des partis politiques, regroupant tous les partis politiques de la mouvance et de l'opposition, qui se



Mohamed Lamine Kaba, leader du parti Fidel.

côtoient, se démystifient et se taquinent en longueur de journée. Mais au regard de la tournure que prend désormais l'alliance FP, Kaba est «*au regret de constater que les objectifs ont été désorientés et le FP présenté comme acquis à la mouvance*». A cause de cette incompatibilité, le parti Fidel a claqué la porte, et M. Kaba «*assume*» cette décision.

Par Mady Bangoura

RPG ARC-EN-CIEL: Dr Ousmane Kaba refait allégeance à Alpha Condé

Entre Dr Ousmane Kaba et Alpha Condé, le linge sale a été lavé en famille. L'économiste chevronné et député du parti au pouvoir a prêté allégeance à son aîné le président Alpha Condé qui avait exigé et obtenu son exclusion du RPG Arc-en-ciel et son remplacement à la tête de la Commission économie et finances de l'Assemblée nationale suite à la fronde qui minait la mouvance présidentielle.

Les problèmes entre grand frère et petit frère ont été résolus, explique **Dr Ousmane Kaba**. Les sages de la Coordination mandingue «*ont joué*» un «*rôle*» considérable dans ce rapprochement entre les deux protagonistes qui ont chacun mis «*de l'eau dans (son) vin*». ■



MESSAGE L'Algérie, de la libération à la consolidation de l'édification nationale

Par Son Excellence Monsieur Rabah FASSIH, ambassadeur d'Algérie à Conakry

L'Algérie a célébré le 20 août 2016 la journée nationale du Moudjahid (anciens combattants de la révolution algérienne) qui a coïncidé cette année avec le double anniversaire de l'offensive du Nord Constantinois, le 20 août 1955 et du Congrès de la Soummam, le 20 août 1956. Deux dates marquantes dans l'histoire de la Révolution algérienne, l'une rappelle, en ce soixante et unième (61ème) anniversaire, l'action militaire combinée menée par des maquisards algériens dans plusieurs villes témoignant de l'élargissement de la lutte armée à toutes les régions du pays et confortant ainsi la voix de l'Algérie combattante sur la scène internationale. C'est dans le sillage d'une telle dynamique révolutionnaire que s'était déroulé le deuxième événement dont l'Algérie commémore le soixantième (60ème) anniversaire de la tenue du Congrès de la Soummam le 20 août 1956. Le mérite de celui-ci est d'avoir doté la Révolution algérienne d'une stratégie holistique intégrant les volets militaire, politique, diplomatique et social.

En l'An II de la Révolution algérienne, laquelle commença le 1er novembre 1954, ses principaux dirigeants s'étaient réunis dans la commune d'Ouzellaguen, à Béjaïa, pour élaborer une stratégie doublée d'une tactique fiable et capable d'aider le peuple algérien à mener un combat de longue haleine de manière ordonnée, solidaire, globale et structurée face à un ennemi déterminé à tout faire pour saborder toute action tendant à remettre en cause l'ordre colonial.

Au plan interne, les congressistes avaient réussi à mettre en place une structure politico-militaire nationale composée de six (6) wilaya (le territoire algérien étant divisé en six parties), auxquelles s'ajoutait le Conseil National de la Révolution (CNR), rassemblant tous les dirigeants de la Révolution, et le Comité de Coordination et d'Exécution (CCE) ayant amené à la création, en 1958, du Gouvernement Provisoire de la Révolution Algérienne (GPRA). Ils ont également défini le caractère de l'Etat algérien en perspective, un Etat qui se veut démocratique et social.

Au niveau extérieur, le Congrès a opté pour le non alignement dans un monde divisé alors en deux blocs antagoniques pour préserver l'autonomie de la décision de la révolution algérienne. Il prône également l'unité des peuples d'Afrique du Nord.

De ce fait, le Congrès de la Soummam a été déterminant dans la réussite de la révolution algérienne car il lui a permis de disposer d'une plateforme stratégique et d'une direction politique homogène disposant d'une feuille de route politique claire et animée d'une volonté inébranlable, soutenue par un engagement sans faille de toutes les composantes du peuple algérien, avec un seul et unique objectif qui consistait en la reconquête pleine et entière de l'indépendance et de la souveraineté nationales.

Devant cette détermination, le peuple a fait face à une répression féroce de la part de la puissance



S.E.M Rabah FASSIH
Ambassadeur d'Algérie
en Guinée.

coloniale qui avait longtemps fait l'impasse sur les revendications des partis politiques qui luttèrent, avant le déclenchement de la lutte armée, pour la liberté et l'indépendance de l'Algérie. C'est cette impasse, notamment après le massacre du 8 mai 1945, qui a rendu inéluctable le déclenchement de la révolution algérienne.

C'est de haute lutte et d'un lourd sacrifice que les Algériens ont accédé à la souveraineté après huit années de guerre, le 5 juillet 1962, une guerre asymétrique entre un peuple en lutte sans moyens matériels conséquents, animé néanmoins d'une volonté farouche de s'affranchir du joug colonial, et l'une des plus puissantes armées du monde.

Sorti de la domination coloniale, le peuple algérien s'est vite consacré aux tâches de l'édification nationale en s'attelant à doter son nouvel Etat de structures et de moyens appropriés pour réaliser un programme de développement économique et social du pays, un programme qui répondait aux aspirations légitimes des Algériens au progrès, au bien-être et à la défense de leurs intérêts sur la scène internationale.

C'est dans ce contexte qu'ils s'étaient donné la main ensemble et dans l'unité pour effacer les stigmates de la guerre et de la destruction. A cet effet, ils avaient mis en place un système d'enseignement et de formation à même de faire émerger de jeunes compétences, lequel système était couplé à une stratégie industrielle visant à asseoir une économie forte, moderne et diversifiée.

Deux décennies plus tard, cet élan d'édification a été contrarié, au début des années 80, par une conjoncture internationale défavorable marquée par une baisse drastique des cours pétroliers et par un endettement extérieur insoutenable.

Après la terrible décennie des années 90 où le peuple algérien avait fait face à un terrorisme international des plus virulents, le pays, sous la conduite avisée de Son Excellence Monsieur Abdelaziz BOUTEFLIKA, Président de la République, a pu renouer avec la paix et la quiétude sociale à la faveur de la politique de concorde puis de la réconciliation nationale.

Ayant retrouvé la confiance et unis par un désir partagé, les Algériens se sont engagés à reconstruire une nouvelle fois et à reprendre le processus de développement économique et social de leur pays. La stratégie de développement économique et sociale, conçue et menée sous la haute direction du Président Abdelaziz BOUTEFLIKA n'a pas tardé à donner des résultats probants qu'il s'agisse du logement, de l'emploi, de l'alimentation en eau, en électricité ou d'infrastructures routières, hospitalières, éducatives ou encore en termes de renouveau du monde rural, de développement industriel, les avancées enregistrées sont réjouissantes et constituent un motif de satisfaction pour tous.

Ces acquis économiques et sociaux indéniables se sont vus accompagnés tout au long de ces dernières années par des efforts soutenus tendant à la consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'homme.

Depuis 2011, l'Algérie s'est dotée d'une batterie de lois organiques relatives, notamment, à la promotion de la participation de la femme au sein des assemblées élues tant aux échelons national que local, à une meilleure organisation de la vie associative ainsi que des partis politiques et du processus électoral.

En 2016, une nouvelle étape qualitative dans l'édifice démocratique a été franchie comme en témoignent l'adoption et la promulgation de la Constitution du 6 mars 2016 qui consacre l'amazighité, l'une des trois composantes de l'identité algérienne, en tant que langue officielle aux côtés de la langue arabe, langue officielle de l'Etat, ainsi que la limitation du nombre de mandats présidentiels à deux (2), le renforcement du rôle du parlement et de l'opposition et la désignation du Premier Ministre après consultation de la majorité parlementaire. La nouvelle Constitution prévoit également la création de nouvelles instances. Concomitamment à ce processus de consolidation de l'édifice démocratique, l'Algérie a aussi pour ambition de moderniser les modes et règles de gouvernance et les mettre en adéquation avec les réformes économiques en cours. Face à un marché international des plus instables, l'économie nationale doit renforcer sa résilience et s'offrir de nouvelles perspectives afin de sortir définitivement de la dépendance aux hydrocarbures. En clair, il s'agit de réunir les conditions pour l'émergence d'une économie dynamique, diversifiée, capable de résister aux chocs extérieurs et de participer activement au sein d'une mondialisation rampante et impitoyable.

L'ambassadeur d'Algérie en Guinée
S.E.M Rabah FASSIH

ATHLÉTISME GUINÉEN Une discipline s'impose

Pour mettre fin à l'amateurisme dans la gestion des disciplines olympiques en Guinée, un assainissement de l'environnement juridique et administratif s'impose avec acuité. C'est d'ailleurs un passage obligé pour relancer le sport de combat

individuel ou collectif, ainsi que ceux mettant en prime l'endurance et l'esprit de compétitivité qui manquent énormément à nos athlètes et aux encadrateurs et décideurs de haut niveau. ■

JO Rio 2016: L'audacieux geste pour les Oromos

Lors du marathon des Jeux Olympiques, cet athlète éthiopien a croisé les bras au-dessus de sa tête, comme s'ils étaient ligotés. Selon RFI, le médaillé d'argent **Feyisa Lilesa**, c'est son nom, proteste ainsi contre la politique menée par le gouvernement de son pays à l'encontre de l'ethnie des Oromos dont il est issu, et les Amharas. Depuis novembre 2015, ces deux ethnies les plus importantes du pays



protestent ensemble contre un projet d'appropriation de terres par l'Etat, abandonné depuis.

«*Si je retourne en Ethiopie, peut-être qu'ils vont me tuer, ou me mettre en prison*», a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse. Selon Human Rights Watch, plus de 400 personnes ont été tuées et des dizaines de milliers arrêtées en raison de la protestation.

Ce geste rappelle celui des américains champions olympiques à Berlin qui avaient brandi un poing ganté noir contre le racisme qui sévissait dans leur pays. ■

Conakry-sur-Seine

Le grand rendez-vous d'été de la diaspora guinéenne à Paris

L'événement a tenu promesse du vendredi 12 au dimanche 14 août 2016 à Paris où la diaspora guinéenne s'est massivement mobilisée pour vivre l'événement dans toute sa splendeur et sur toutes ses formes.



Pour un pays qui compte des stars planétaires du rang des Sia Tolno, Oudy 1er, Soul Bang's ou encore Black M et MHD, créer un coin de sa capitale à Paris, c'est naturellement faire partager à sa diaspora et celle des autres communautés le bon vivre guinéen en danse et musique. Ce vendredi 12 août à la boîte de nuit Palace Privilege tout était aux couleurs et aux rythmes de la Guinée.



Houssein Kaba et Ahmed de Paris ne se sont pas laissés conter l'événement. Ils ont joué leur partition.

Sauf qu'elle se tient un samedi 13 au stade dénommé **Les fillettes porte de la Chapelle**. Avec une atmosphère bonne à vivre entre compatriotes.

L'événement crée un coin de la Guinée à Paris

La mobilisation est considérable. Moment de retrouvailles riche en échanges, et reprise de contact. On noue et renoue en guinéens. Supporteurs des différentes équipes en lice sont dans la ferveur de la fiesta. L'ambiance est assurée par l'infatigable animateur culturel

Kevin First. 14 équipes sont en compétition. Le tournoi inter-guinéen est réparti en deux poules.

Tout donne l'impression d'être au stade du 28 septembre. La poule A comprend l'équipe de Paris I, Tours, Troyes, les vétérans, Domonos, Fc Thierno et Yapo. En poule B se retrouvent Pirates, Wonkifong, Paris II, Lille, AJGF, Woyoye et Warriors. Il est 12H. Le coup d'envoi du tournoi est donné. Chaque

Suite à la page 11

Tout démarre par une soirée récréative au night club **Palace Privilege** le vendredi 12. L'instant glamour est rehaussé de la présence d'importantes personnalités, dont le ministre de la Culture, des sports et du patrimoine historique, **Siaka Barry** fraîchement venu des Jeux Olympiques de Rio de Janeiro.

Sont présents aussi, le directeur du Bureau guinéen de droits d'auteurs (Bgda), **Abass Bangoura**, l'opérateur culturel et sportif **Malick Kébé**, le patron de la structure Benedi Records, **Mohamed Ibn Abdallah Oularé**, la chanteuse à la voix suave, **Sia Tolno**, le DJ Mannequin, **Oudy 1er**, son jeune frère agent joueur Fifa **Ahmed de Paris** et le RnB Boss, **Soul Bang's**.

Le déroulé du programme de l'événement débute à 2h 41. Les invités se prêtent aux séances photos derrière le kakimono de Conakry-sur-Seine où s'exécute le photographe **Lamine Diallo**.

Sur le visage de chacun et de tous, se lit une bonne humeur, avec le mode vestimentaire, auréolé du noir et blanc, respecté. Après de bonnes heures de show, Soul Bang's est invité sur la piste pour un a capella devant ce public select. Puis, Oudy 1er.

S'en suit le discours de circonstance du ministre **Siaka Barry**. Il dit être impressionné par la capacité de mobilisation de la jeunesse guinéenne de la diaspora. Barry fait remarquer que la culture reste l'ultime courroie de transmission des valeurs entre les Guinéens de la diaspora et ceux résidents au pays.

«Aujourd'hui, Conakry-sur-Seine a prouvé que c'est la culture qui peut construire des ponts entre vous et les jeunes guinéens restés au bled, des ponts entre les guinéens et les autres jeunes de la diaspora africaine et de l'Europe», dit le ministre fringué comme jamais. La deuxième journée est la suite logique de la précédente.



Conakry-sur-Seine, c'est aussi une partie de barbecue en mode cuisine (readaptée à l'environnement parisien et aux normes d'hygiène) de chez nous et... repas collectifs.



Kevin First au micro. L'infatigable animateur culturel a bien assuré.



Le Secrétaire général de l'AJGF Lamine Gérard Mansaré et et la première dauphine de Miss Guinée France participent au barbecue.



Notre collaborateur Ahmed Tidiane Diallo apprécie à sa juste valeur l'initiative d'Eric Korka Bah.



En compagnie de David Sylla de Nostalgie FM et Houssein Kaba d'Espace FM, Ibrahima Lampy (au centre, sur la photo) n'a qu'une seule chose à dire: «c'est merci» aux organisateurs. Il trouve qu'en sa seconde édition, «c'est déjà un événement majeur qui réunit, fédère et rend les guinéens heureux» de vivre Conakry au bord de la Seine.

Suite de la page 10

match est de 20 minutes. Il met aux prises deux équipes de 7 joueurs chacune. Au terme des quarts de finale et d'une demi-finale riche en fair-play, nous voici à la finale qui se joue entre l'équipe de **Tours** et celle de **Paris I**, sous la supervision du commissaire des matches, **Alpha Sy**.

A l'entame de la première mi-temps, la chance sourit à l'ancien joueur du Syli national **Kanfory Sylla** qui marque le but des parisiens.

Sur un centre de l'ancien sociétaire du Fello Stars de

Labé, **Alya Sidibé** dit **Nakata**, son coéquipier **Gassim**, donne un coup de tête qui ramène les deux formations à égalité, à moins de 7mn du temps réglementaire (1-1).

Les deux équipes vont aux épreuves de tirs au but. Paris remporte la partie sur 4 tirs contre 2 pour Tours.

Avant la remise des médailles et le trophée, **Malick Kébé** remonte le moral de l'équipe vaincue. Puis, félicite l'équipe victorieuse.

« Nous voudrions vraiment féliciter cette équipe, le match a été très serré. Quand il y a eu l'égalisation, je me suis dit que le reste du match allait être

encore très important. L'équipe perdante n'a pas démérité. Elle est aussi composée d'anciens grands joueurs guinéens. Je reconnais ici Alpha Bappa Diallo, Sidibé Alya dit Nakata, le grand gardien de notre équipe nationale Mohamed Keita, Macka Diallo et tous les autres qui ont fait de beaux temps avec le Fello Star de Labé. C'est par tirs au but qu'ils ont remporté le trophée, mais c'est la Guinée qui gagne », indique Kébé avec un petit sourire aux lèvres.

L'initiateur de l'événement est aux anges. **Eric Korka Bah** fait remarquer que même si l'organisation n'est pas cent pour

cent parfaite, il est heureux de voir ses compatriotes se déplacer de partout, payer leur billet assister à l'événement Conakry-sur-Seine ou bien quitter le Canada, les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande, la Belgique et le Maroc pour exprimer par leur présence leur attachement et leur soutien au concept. Tout est dit ou presque. Les mots d'Eric Korka Bah cèdent la place à **Mohamed Banks Bangoura** et **Mohamed Ibn Abdallah Oularé** pour la séance solennelle de remise des médailles à l'équipe de Tours. L'honneur revient à **Aya Diawara** de remettre le précieux trophée à l'équipe de

Paris. Un tonnerre d'applaudissements met fin à cette agréable journée sportive. Troisième journée, le bon vivre guinéen est toujours au bord de la Seine.

Aussitôt couchés, tout le beau monde se lève pour se rendre au **Parc République à Pantin** où se tient le **barbecue** associé pour l'occasion au **barbecue** annuel de l'Ajgf (Association des jeunes guinéens de France). Cette autre grande journée de retrouvailles met fin à l'édition 2016 immortalisée en images par **Guinée Buzz**.

Par notre envoyé spécial
Ahmed Tidiane Diallo

Qu'est-ce que vous trouvez de particulier dans Conakry-sur-Seine ?



Manet Oumar

Acteur, comédien.

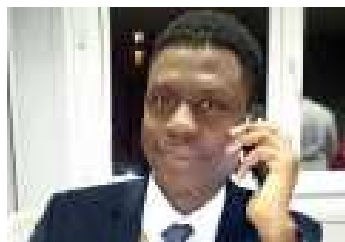
« Il y a des têtes ici que je n'avais pas vues il y a 10 ans. Donc, c'est un espace de rencontres des personnes qu'on a perdues de vue. C'est comme les sites de rencontres, mais en live. Et ça, c'est très plaisant. Je retrouve des amis que j'ai perdus de vu depuis le lycée. C'est super ! »



Cheick Oumar

Artiste chanteur

« On dirait que les gens avaient passé un bon moment ensemble. Et là, parce que je suis venu à la fin de la 3e journée, suis même surpris. J'ai rencontré des personnes que je n'avais pas vues depuis des années. Je pense que toute activité qui fait que des guinéens se retrouvent entre eux, c'est big-up, parce que c'est nous la Guinée. »



Sarifou Barry

Journaliste.

« Je constate qu'il y a eu beaucoup de monde. Les gens sont venus de partout. Les organisateurs ont réussi à relever le défi cette année et à corriger les imperfections de l'année dernière, parce que l'objectif c'est surtout de mobiliser plus de guinéens autour des thèmes de rencontre, de dialogue et de solidarité. »



Lyricson

Chanteur reggae et dancehall

« C'est un plaisir de rencontrer autant de guinéens hors du pays. Rien que pour ça, c'est ce qu'il y a de particulier pour moi. Le fait de faire un événement comme celui-ci est une bonne chose, parce que rencontrer beaucoup de guinéens ou les retrouver en grand nombre et pendant plusieurs jours au même endroit dans Paris, ce n'est pas évident. C'est l'une des villes où c'est vraiment rare de rencontrer des guinéens. »



Aya Diawara

Animatrice de l'émission Parade à la RTG

« Après la journée sportive, c'est le pique-nique. Etre au même endroit avec des guinéens de l'extérieur pour mieux se connaître. C'est une autre Guinée que je découvre. Et là, je suis dans un événement qui me ressemble. »



Thierry Soumah

Réalisateur

« Vu que ça se passe dans le 18e arrondissement qui est multi-culturel, je tiens à souligner la bonne mobilisation et féliciter Eric Korka Bah. J'imagine qu'il a eu beaucoup de travail derrière et le résultat est là. Sur d'autres dimensions, c'est d'essayer d'avoir plus de sponsors. Et, il aurait été bien pour les prochaines éditions d'avoir d'autres disciplines sportives. »



Mohamed Ibn Abdallah Oularé

PDG de Benedi Records

« Cet événement a l'avantage de permettre aux uns et aux autres de rencontrer des personnes qu'on a perdues de vue depuis de longues années. J'ai beaucoup aimé cela. J'ai vu des visages qui m'ont manqué pendant cinq ans. Ça crée aussi une connexion entre la diaspora et ceux qui sont au bercail. Et ceux qui ne nous ont vus que seulement qu'à la télé. Il y a aussi un échange culturel, et c'est la Guinée qui gagne. »



Ahmed de Paris

Agent joueur Fifa.

« Qu'on se retrouve autour d'une fête où nous pouvons parler de tout et de rien, ça va nous encourager. Je suis très content de ce que fait la diaspora en Europe et surtout en France. On espère que ça va continuer. Nous avions, nous, la chance d'être ici. On doit donner un exemple. Aussi, essayer de porter ce pays très haut. L'émancipation de cette jeunesse doit venir d'elle-même. Il faut que nous mêmes nous soyons prêts à changer les choses. Nous montrons aujourd'hui que nous sommes responsables et conscients. La jeunesse a aujourd'hui l'opportunité de faire quelque chose. Donc, je pense que tout un chacun de nous doit se battre dans ce sens. »



Eric Korka Bah

Initiateur de l'événement.

« En effet, avec un code vestimentaire respecté, c'est pour vous dire combien de fois le projet est intéressant et que tout le monde y adhère en symbiose. Je me suis dit qu'en organisant cette manifestation sous le thème du réseautage, parce qu'en France ici, nous connaissons ce qu'on appelle le plafond de verre: c'est ce réseau qui peut nous aider à dépasser ce passage. Si je connais un réseau, je peux vous en parler. Vous connaissez une opportunité, vous pouvez m'en parler. Vous avez un bon plan d'investissement, je peux mettre mon argent. J'ai des jobs, je peux vous en parler ou vous pouvez en parler à une autre personne. C'est cette idée qui doit être consolidée dans la tête des guinéens. Les autres communautés qui bougent, fonctionnent comme ça. Tous ceux qui occupent de bons postes sont quand même dans un petit réseau d'amis et d'obédience. Et moi, je dis qu'on peut élargir ça, mettre le focus sur ce qui nous lie et non sur ce qui nous divise. »



Malick Kébé

Opérateur culturel et sportif

« C'est une manifestation qui sort de l'ordinaire, qui s'étend sur 3 journées avec des activités variées: sport, danse, musique. Elle permet à la jeunesse guinéenne de la diaspora de s'exprimer et d'être aussi vue, comme ce qui se passe au niveau d'autres communautés africaines ici en Europe. »



Siaka Barry

Ministre des sports, de la culture et du patrimoine historique

« J'ai été très impressionné par cette capacité de mobilisation d'abord de la jeunesse de la diaspora guinéenne en France et aussi par cette volonté de la jeunesse à vouloir transcender toutes les divergences d'ordre politique régionale et ethnique, se donner la main pour regarder ensemble dans la même direction. Voilà pourquoi je l'ai dit pendant mon petit discours improvisé pour la circonstance que notre capacité à détruire les murs entre nous et à construire des ponts entre nous déterminera surtout la nature de l'avenir que nous allons bâtir ensemble. Cette jeunesse se conscientise de plus en plus. Elle se tourne résolument vers le développement harmonieux. Et qui parle de développement harmonieux, parle surtout de cette capacité à transcender les différences, parle aussi de cette capacité à se donner les mains et à voir une vision commune. Nous pouvons avoir des démarches différentes pour aboutir à un objectif commun, mais si la vision commune nous anime tous, je crois que nous pouvons bâtir quelque chose de durable, de profitable pour notre nation. Je voudrais donc dire à cette jeunesse de se placer au-delà de cette divergence et de tirer sa richesse de notre diversité. C'est ce qui fera notre richesse. »



GROUPE D'AMITIÉ GUINÉE - BELGIQUE

La Guinée promue au 14e rang des pays prioritaires en matière de développement

Expert senior en passation des marchés, le député uninominal de Pita, **Mamadou Diouldé Sow** préside en même temps le **Groupe d'amitié Guinée-Belgique**. C'est à ce titre d'ailleurs qu'il vient d'effectuer une mission de travail dans des pays du Benelux où il a noué de fructueux contacts avec les partenaires ainsi qu'avec les étudiants guinéens en Belgique. Interview.

Le Populaire : Vous êtes le président du groupe d'amitié Guinée-Belgique. C'est quoi cette structure ?

Mamadou Diouldé Sow : Alors, dans le fonctionnement normal de l'Assemblée nationale, il est prévu, sur le plan international, qu'au niveau de chaque groupe parlementaire, qu'il y ait des groupes d'amitié. Qu'un groupe de 12 députés se mette ensemble et essaie de travailler dans le cadre de la valorisation, de l'intensification des relations d'amitié entre la Guinée et d'autres pays du monde. Et cela est valable dans les institutions qui ont elles aussi des groupes d'amitié. Donc, c'est une pratique traditionnelle des institutions parlementaires. Le groupe d'amitié que j'ai l'honneur de présider est celui qui existe entre la Guinée et la Belgique, entre la Guinée et les Pays-Bas, et entre la Guinée et le Luxembourg.

Justement, vous rentrez d'une tournée qui s'est étendue sur la Hollande et la Belgique. De quoi il a été question ?

C'était ma première mission de prise de contact en tant que président du groupe d'amitié des pays du Benelux. Donc, j'ai commencé par la Belgique. Et là, j'ai eu beaucoup de rencontres. En dehors des institutions de la Wallonie et de la Flandre, j'ai rencontré l'ambassadeur de Guinée. J'ai rencontré le conseiller spécial du ministre De Croo de la Coopération internationale chargé de la Communication, avec lequel j'ai beaucoup discuté de questions intéressantes sur les relations entre la Guinée et la Belgique. Parce que c'est un nouveau mariage qui commence. La Guinée vient d'être promue au 14e rang des prioritaires en matière de développement. La Guinée n'était pas éligible. Mais, elle vient d'intégrer. Donc, j'étais venu, du côté du Parlement, jouer le rôle de moteur pour galvaniser ces relations qui venaient de commencer. Et j'ai été heureux d'avoir été reçu par un des principaux conseillers du ministre, qui a personnellement demandé à ce qu'on me reçoive. Parce que je l'avais déjà vu en Guinée lors de son passage la dernière fois. Il a demandé qu'on m'écoute et qu'on m'accorde tout le temps pour exposer ma vision sur ce que je pense être de la nouvelle dynamique de coopération entre la Belgique et la Guinée. Parce que, comme vous le savez, la représentation nationale a son mot à dire. En matière de coopération, ce sont des Etats qui coopèrent, mais au nom des populations des deux pays. Et comme nous sommes la représentation nationale, nous entendons nous impliquer pour accompagner les initiatives et nous assurer que l'Etat, qui prend des engagements au nom des populations

guinéennes, que ceux-ci vont aux ayants-droits. Et là, nous comptons jouer pleinement notre rôle. C'est pour cela que j'étais allé les voir. Et j'étais très content de savoir qu'il y a un groupe d'amitié et qui est décidé à jouer son rôle pour accompagner cette nouvelle coopération entre la Guinée et la Belgique.

De quoi avez-vous parlé principalement ?

Principalement, nous avons parlé d'un projet qui moi, me tient à cœur. C'est imaginer un projet de retour des Guinéens vivant en Europe vers la Guinée, notamment en Belgique. Aujourd'hui, vous avez beaucoup de ressortissants guinéens en Belgique : plus de 10.000 guinéens. Parmi ces gens, il y en a qui sont intégrés. Il y en a qui ne le sont pas. Il y en a d'autres qui sont en phase d'intégration. Alors, quand j'ai approché toutes les associations de ressortissants guinéens en Belgique, je me suis rendu compte de l'ampleur des problèmes qu'il y a. Notamment au niveau des jeunes qui prennent la mer. Ceux qui ne meurent pas, qui arrivent et qui commencent les difficultés de la vie. Sans papiers, sans rien. On ne peut pas rester les bras croisés. Il faut aider ces gens. Et les pays d'asile sont demandeurs d'une réflexion comme ça, nouvelle, qui va faire qu'on va monter un projet, sur financement de

l'Union européenne et du royaume de Belgique, mettre un guichet où des gens qui veulent revenir définitivement ou temporairement, soumettent des projets d'activités génératrices de revenu et qu'ils viennent s'installer avec de nouvelles visions, de nouvelles mentalités. Parce qu'ils auront épousé un plus au niveau des pays où ils vivent, notamment la Belgique. Donc, les gens ont accédé à cette idée et ont estimé que ce serait une première. C'est une idée sur laquelle nous allons travailler. Et ils sont prêts, dès 2017, à mettre un financement comme ça dans la cagnotte qu'ils vont allouer à la Guinée. Pour ce faire, j'ai rencontré plusieurs associations de ressortissants. Parce que pour moi, il faut d'abord travailler avec les associations de ressortissants. Puisque là les gens ont confiance. C'est leur association qu'ils ont mise en place. Là, ils s'ouvrent. Ils disent ce qu'ils veulent. Donc, on va partir des associations pour remonter les problèmes, mettre un noyau technique qui va étudier les besoins en projets de chaque guinéen ou groupe de guinéens qui voudrait monter un projet, être accompagné et revenir au pays. Et en Guinée, on va monter le siège du projet ici, qui va recevoir les gens, les aider à leur réinsertion, les aider dans le cadre de l'obtention des papiers administratifs et la facilitation de leur insertion. On peut faire un bureau à Conakry et des bureaux au niveau de chaque région naturelle, pour aller être plus près, pour suivre l'itinéraire technique et voir si effectivement les gens font ce pourquoi ils se sont engagés et ce pourquoi ils ont reçu l'argent.

Vous avez dit tantôt que la Guinée vient d'être promue au

14e rang des pays prioritaires en matière de développement. Qu'est-ce qui a milité en cette faveur ?

Le pays revient de loin. On est supposé avoir eu des élections libres et démocratiques. Donc, ils pensent que la Guinée est un pays à accompagner, notamment après Ebola. C'est un pays fragile qu'il faut accompagner pour vraiment asseoir la démocratie. Donc, tout cela a milité. Et aussi, le pays a un potentiel. Et la Belgique a besoin d'élargir sa base de coopération. Parce que la Belgique était en Guinée. Ils sont partis pour plusieurs raisons. Maintenant, ils veulent revenir. Et c'est tout cela qui a milité en faveur du retour de la Guinée. Et je vais le noter, nous avons un ambassadeur dynamique. Nous avons un excellent ambassadeur en la personne de Son Excellence Sylla, qui a été de beaucoup dans cette réussite. Et c'est pour cela que nous avons 65 opérateurs économiques belges qui viennent. Et en octobre, nous organisons la venue d'une centaine d'autres opérateurs qui vont voir quelles sont les possibilités de travail entre les opérateurs économiques guinéens et belges. Et d'autres iront vers les ministères sectoriels où ils sont intéressés à financer ou à collaborer.

Autres profits que la Guinée pourrait éventuellement tirer de cette promotion ?

En tant que pays prioritaire, les ressources au développement, nous sommes éligibles. Donc, nous pouvons, avec la SRP que nous mettons en place, notre stratégie de réduction de la pauvreté pour les années à venir, on peut avoir des priorités éligibles et qu'on peut faire financer par la Belgique. C'est ça l'avantage. Par exemple, sur le plan culturel, je suis allé rencontrer les jeunes étudiants guinéens. Vous savez actuellement, la Guinée n'envoie pas officiellement d'étudiants. C'est maintenant que ça va commencer peut-être. Mais il y a des jeunes guinéens, qui se sont arrangés, d'une façon ou d'une autre, par leurs parents ou par leur courage, à être inscrits dans des universités belges. Ils sont dans d'énormes difficultés. Donc, quand ils ont appris que je suis là, ils ont demandé à me rencontrer. Et je les ai rencontrés à l'Université libre de Belgique (ULB) où ils ont commencé à monter une association des jeunes étudiants guinéens en Belgique.

Alors, je suis venu les écouter. Ils ont beaucoup de difficultés, contrairement à certains pays qui ont déjà des accords, où il y a des facilités accordées aux étudiants de ces pays. Donc, j'ai pensé que c'était bien de les écouter, les encourager et de leur demander de se mettre ensemble. La recommandation majeure que j'ai eue après les avoir écoutés, c'est de leur demander d'élargir et qu'ils aient tous les guinéens dans cette association-là. Avec ça, ils sont plus faciles à défendre. Et cette question, je l'ai discutée également avec le conseiller du Premier ministre qui m'a dit que c'était parfaitement jouable, qu'on pourrait, entre institutions de formation et d'éducation nationale, poser les problèmes et accompagner. Ça aussi, c'est quelque chose qui est sur

la bonne voie. Et dans le projet-retour, j'ai intéressé ces jeunes. Je leur ai demandé de faire la première mouture du projet. Donc, ils ont eu deux réunions déjà à mon insu. Et comme je dois y être en septembre-là, je vais encore les revoir pour maintenant reprendre le projet, essayer de le finaliser et le mettre ici au niveau de l'ambassade. Parce que c'est comme ça que nous nous sommes entendus, pour que ça soit en bonne place prévu dans le budget de coopération qui doit être finalisé dans 7 mois, pour 2017.

Parlant toujours de cette amitié, à quoi peut-on s'attendre de l'honorable Sow en termes de perspectives ?

Beaucoup ! Sur le plan culturel, c'est au niveau des deux institutions : le Parlement fédéral belge aura une relation avec le Parlement guinéen où on aura un appui en termes de renforcement des capacités, de formation des élus, d'échanges interparlementaires. Et j'ai aussi demandé des jumelages entre les universités guinéennes et des villes guinéennes avec des villes belges. Ça, c'est une perspective sur laquelle on est en train de travailler. Il y a le projet Retour au pays pour justement décourager les jeunes qui prennent la mer et qui meurent. Donc, il faut décourager ces jeunes. Parce que nous avons besoin des forces vives dans ce pays, parce que si tout le monde part, qui va développer ce pays ? L'agriculture est là. Tu vas dans les villages, en Haute Guinée, en Moyenne Guinée, il n'y a que des vieux et des vieilles. Ça, c'est grave ! Il faut tout faire pour inverser cette tendance, faire en sorte que les jeunes restent. Mais ils ne peuvent pas rester comme ça. Il faut les occuper. Il faut trouver des projets porteurs, les organiser, les former. Donc, tous ces axes-là, nous les avons vus. Et normalement, comme je l'ai dit, je repars en septembre. Je dois avoir une rencontre au niveau du Parlement fédéral pour voir ces axes de coopération.

Et pour le financement actuel de 15 millions d'euros disponibles avec la Belgique, j'ai demandé aux partenaires qu'on intéresse la représentation nationale, pour nous permettre de jouer notre rôle de contrôle de l'action gouvernementale. L'argent qui est donné à la Guinée, c'est donné au nom des populations guinéennes. Et nous sommes les représentants du peuple de Guinée. Nous entendons, en tant qu'Assemblée nationale, jouer notre rôle, être impliqués, savoir là où on devait faire les forages, est-ce que les forages sont effectivement là. Est-ce qu'il y a l'eau ou pas. Là où on devait monter une école, est-ce que l'école est là. Est-ce que l'école est fonctionnelle. Est-ce que l'Etat a fait sa part. Donc, c'est ça mon ambition au niveau du groupe de l'amitié Guinée-Belgique. Et les gens sont prêts à accompagner l'Assemblée en tant qu'institution pour nous permettre de jouer pleinement notre rôle.

Réalisée par Mady Bangoura



Le député Mamadou Diouldé Sow, en compagnie de Eric Willemaers, conseiller du ministre Alexandre De Croo en charge de la Coopération au développement.



VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINNE PAR EXCELLENCE



Nouvel album du chanteur guinéen Ibro Diabaté «Déranger pour arranger»



L'artiste dénonce tous ces conflits et guerres au Mali, Libye, RDC, Tchad, Guinée et ailleurs qui dérangent donc il faut les arranger.

Un disque de 9 titres enregistré entre Bamako et Paris avec les arrangements du maestro Boncana Maiga. L'artiste dénonce tous ces conflits et guerres au Mali, Libye, RDC, Tchad, Guinée et ailleurs qui dérangent donc il faut les arranger. Il parle aussi du respect dans le foyer etc. Selon Boncana Maiga, arrangeur du 1er album d'Ibro «Allah nana» traduit du soussou »Dieu existe» qui a connu un franc succès en 1993, ce nouveau disque est une suite logique du premier.

Un vrai régale musical avec la collaboration de talentueux musiciens tels que Djely Moussa Condé (kora), Petit Condé (guitare) etc. Ibro sera en concert au palais du peuple le 14 octobre prochain pour la sortie officielle avec les productions Tidiane World Music. Ibro Diabaté en compagnie de Tidiane Soumah, Boncana Maiga, Saïfoulaye Téliwel Diallo, son épouse Mame Konaté et des membres de la famille de l'artiste ont animé leur première conférence de presse dont le Modérateur est Aly Bongo LENO, qui signe cet article.

Aly LENO

Alpha Condé invite Cellou Dalein Diallo à le rencontrer au palais L'avis du président de l'AFD

L'invitation d'Alpha Condé au dialogue avec le chef de file de l'opposition et le représentant de la mouvance présidentielle, suscite cette analyse du président de l'AFD qui estime qu'il faut être naïf pour suivre le chef de l'Etat guinéen dans sa méprisante campagne de communication politique. **Alpha Saliou Wann** pense qu'il aurait été bon de lui appliquer sa propre jurisprudence avec le Général Conté en exigeant qu'il respecte la Constitution.

Je crois qu'il faut que la Cour Constitutionnelle nous donne une interprétation des articles 159 et 160 de la Constitution.

Selon mon humble avis, si ces deux articles étaient scrupuleusement appliqués, toutes les élections législatives et locales ainsi que l'installation de toutes les institutions républicaines prévues par la Constitution seraient effectives au plus tard à la fin du premier trimestre de 2011.

Contrairement à l'idée reçue partagée par beaucoup de nos compatriotes y compris des hommes politiques, que les élections législatives doivent se tenir 6 mois après les présidentielles, l'article 159 est clair et précis, car il dispose : Il sera procédé aux élections législatives à l'issue d'une période transitoire qui n'excèdera pas six mois à compter de l'adoption de la présente Constitution. Or, cette Constitution a été adoptée par le CNT le 19 avril 2010, ce qui veut dire selon son esprit et sa lettre que les élections législatives devraient se tenir obligatoirement au plus tard le 19 octobre 2010. Il a fallu attendre trois ans, avec son cortège de morts et blessés,

pour que les élections législatives se tiennent. Alpha Condé a terminé son premier mandat et est sur le point de finir la première année du second, sans qu'il ne daigne organiser les élections locales. Depuis 2011, il a rencontré à plusieurs reprises collectivement les partis politiques de la mouvance et de l'opposition, puis individuellement certains leaders de l'opposition.

En 2015, il a encore eu un tête à tête très médiatisé avec Cellou Dalein Diallo pour discuter de la crise qui secoue le pays et des élections. Toutes ces rencontres n'ont servi à rien, parce qu'Alpha Condé est resté ferme sur sa position de ne pas respecter nos lois. Sur la pression conjuguée de la rue et des multinationales minières, il a fini par accepter les accords du 3 juillet 2013 parrainés par l'ONU et les ambassadeurs des États - Unis, de la France et du délégué de l'Union Européenne pour organiser les élections. Il ne va pas les respecter. En juin 2014, sous la présidence du Ministre de la Justice, les acteurs politiques se mettront d'accord sur les conclusions de leur dialogue, Alpha Condé les

rejetera. En 2015, un ultime dialogue aura encore lieu sur le parrainage de la communauté internationale sanctionné par les accords du 20 août 2015 pour conduire à l'élection présidentielle. Il ne les respectera pas.

Depuis donc six ans Alpha Condé n'a jamais respecté ses engagements, il faut en tirer définitivement les conséquences qui s'imposent et ne pas être aussi naïf de croire qu'il changera. Personnellement, je crois qu'une énième rencontre avec lui ne présente aucune utilité pour notre pays sauf encourager l'impunité. Je rejette en toute responsabilité cette invitation qui ne lui servira qu'à gagner du temps et à donner des gages à ses soutiens internationaux qui le pressent à faire cette opération de com politique. Alpha Condé ne reculera pas, même d'un iota sur sa position de bloquer le fonctionnement régulier de nos

institutions et l'organisation des élections.

Je crois qu'il faut lui opposer sa propre jurisprudence lorsqu'il était l'opposant du général Lansana Conté. En effet, il a été le seul opposant qui ait systématiquement refusé de s'asseoir à la même table pour discuter avec le général Lansana Conté. Il disait à l'époque que ça ne servait à rien de rencontrer ce dernier, car qu'il ne changera jamais. Eh bien, cette raison qu'il invoquait est valable pour lui aujourd'hui. Ça ne sert à rien de le rencontrer.

Nous sommes dans une grave crise politique qui a des répercussions économiques et sociales destructrices sur notre pays. Il faut nécessairement la démocratie et l'Etat de droit pour soigner le mal. Cela passe par le respect stricte de la Constitution et de nos lois. Il incombe à Alpha Condé de les respecter et de les faire

respecter. On n'a pas besoin de rencontres plutôt médiatiques pour faire appliquer la Constitution. La loi sur la CENI et le code électoral doivent être respectés. Si nous voulons la paix et la stabilité politique dans notre pays, il faut garantir la transparence de l'ensemble du processus électoral.

Pour ce faire l'agence onusienne le PNUD peut jouer un rôle crucial en organisant directement un nouveau recensement électoral plus fiable pour rassurer tous les acteurs. Nous avons en perspective les législatives de 2017 et la présidentielle de 2020.

Or, Alpha Condé tergiverse et a des velléités de se présenter encore en 2020. Il faut donc un nouveau fichier électoral produit par le PNUD cette fois-ci et que l'ONU envisage la certification des résultats. L'ONUCI termine son mandat en Côte d'Ivoire en 2017, pourquoi ne pas pour des raisons préventives d'une crise, transférer ce programme en Guinée, une ONUGUI qui se chargera de la sécurisation des élections en 2020?

Il faut tirer les leçons de 2015 où les délégués de l'opposition ont été chassés et même emprisonnés en Haute Guinée. Ce qui est certain, il ne faut pas céder aux desiderata d'Alpha Condé qui doit au préalable prouver au peuple de Guinée qu'il est de bonne foi en respectant simplement nos lois notamment comme actualité oblige, toutes celles qui concernent les élections. Il est de son devoir de faire face aux souffrances du peuple et de mettre fin à la propagande qui ne sert qu'à cacher la faillite de notre Etat. Mais franchement, je n'attends rien de bon de lui.



Alpha Saliou Wann, président de l'AFD.



Guinée Games

Million wan waran



9H00

Terre à Terre
11H30



12H00

BANNA **BELEBELE**
13H30



15H00

BINGO- NAFA-DIAMANT-WINI-
HERI-NATIONAL-JACKPOT
18H00

6 Tirages par jour

42 Tirages par semaine

168 Tirages par mois

2190 occasions par an de devenir **MILLIONNAIRES !**



LOTO 5/90